

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 23 mai 2024 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°389 ■

Chronique Eco

**La souveraineté
alimentaire
en débat à Alger**

P 16

PRÈS DE 1,5 MILLION DE LOGEMENTS DISTRIBUÉS DEPUIS 2020

L'effort colossal de l'Etat

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a fait état, mercredi à Alger, de la distribution «record» de près de 1,5 million d'unités de logement, toutes formules confondues, durant la période 2020-2024. P 3



EMPLOI, FORMATION
ET ENTREPRENARIAT

**Le 18e "Algeria Job
Summit" prévu
du 29 au 31 mai à Alger**

Le 18e Salon de l'Emploi, de la Formation et de l'entrepreneuriat, "Algeria Job Summit", se tiendra du 29 au 31 mai au Palais de la Culture Moufdi-Zakaria (Alger) et réunira une soixantaine d'exposants entre entreprises et établissements de formation, ont annoncé, hier, ses organisateurs.

P 2

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

**Le pas de géant
de l'Algérie**



S'il est un fait que tout monde reconnaît à l'Algérie, c'est qu'elle n'a pas attendu les effets négatifs du réchauffement climatique, pour garantir sa sécurité alimentaire. Les efforts payent : l'Algérie devient premier producteur de céréales dans la région du Maghreb (et bientôt de la région MENA) avec une hausse de sa production de 11% par rapport à l'année dernière, un chiffre annoncé par le département d'Etat américain et rapporté par des médias.

P 5

INDUSTRIE DE PRODUITS
CHIMIQUES

**Nécessité de valoriser les
matières premières
locales**

Une journée d'étude sur les produits chimiques, notamment les produits cosmétiques, de nettoyage et détergents, a été organisée mardi, à Alger, lors de laquelle l'accent a été mis sur la nécessité de valoriser et d'exploiter les matières premières locales en tant qu'intrants essentiels pour la production de ces produits, en vue de soutenir la valeur ajoutée de cette filière.

P 3

Afrika®
AgroFood
SALON INTERNATIONAL DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE L'AGRO-INDUSTRIE EN AFRIQUE

20 > 23 MAI 2024
PALAIS DES EXPOSITIONS - SAFEX, ALGER - ALGERIE

COÏNCIDE AVEC

SIPSA®
FILAHHA
SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'ELEVAGE ET DE L'AGRO-INDUSTRIE

DJAZAQUA®
SALON DE LA PÊCHE DURABLE &
DES PRODUCTIONS HALIEUTIQUES

HADJ 2024

Six vols pour le transport des hadjis à partir de l'Aéroport d'Adrar

Six (6) vols directs ont été programmés pour le transport des hadjis vers les Lieux saints de l'Islam en Arabie Saoudite à l'effet d'accomplir les rites du Hadj pour la saison 2024, a-t-on appris mercredi auprès de l'Etablissement de gestion de services aéroportuaires (EGSA) d'Adrar. Il s'agit de 1.500 pèlerins dont 1.000 issus de la wilaya d'Adrar, 407 pèlerins de la wilaya de Timimoun et 93 autres de la wilaya d'In-Salah, a expliqué à l'APS le directeur de l'EGSA, Housam Bouazza. Ces vols, cinq prévus vers l'Aéroport de Médine et un (1) vol vers celui de Djeddah, seront effectués durant la période allant du 25 mai au 3 juin, à raison de 250 passagers pour chaque vol, a-t-il expliqué. Toutes les dispositions ont été prises en coordination avec les différents acteurs pour assurer le transport des pèlerins vers les Lieux saints de l'Islam dans de bonnes conditions, a conclu la même source.

CAFÉ, FOURNITURES SCOLAIRES ET APPAREILS ÉLECTROMÉNAGERS

Les orientations de Zitouni

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, M. Tayeb Zitouni, s'est réuni, mardi à Alger, avec les transformateurs et les importateurs de Café, les importateurs et les producteurs de fournitures scolaires, ainsi que les fabricants d'appareils électroménagers, et ce, dans le cadre de l'organisation et de la régulation du marché national, indique un communiqué du ministère.

Synthèse Slimane T.

Tenues en présence du président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, et de membres du Conseil, ces réunions importantes ayant porté sur plusieurs questions relatives à quelques filières de large consommation s'inscrivent dans le cadre de l'approche participative et consultative du ministère, précise le communiqué. Lors de la première réunion, M. Zitouni a examiné avec les transformateurs et les importateurs de Café, les défis relatifs à la hausse des prix du Café au niveau du marché international, et ses répercussions sur le marché national, outre, les voies possibles d'atténuer l'impact de la flambée des cours de cette substance aux bourses internationales. Consacrée aux préparatifs de la rentrée scolaire 2024/2025, la deuxième rencontre a réuni le ministre et les producteurs et importateurs de

fournitures scolaires dans le cadre des mesures proactives du ministère, visant à fournir ces articles « aux prix raisonnables pour alléger les charges des familles algériennes ». Lors de cette rencontre qui a porté sur de nombreuses questions relatives à la diversification de la production nationale de fournitures scolaires et à l'orientation des investissements dans ce domaine, M. Zitouni s'est félicité de voir plusieurs importateurs de ces produits se tourner vers la production locale. Dans ce contexte, M. Zitouni a appelé les opérateurs économiques à renforcer leur participation aux foires commerciales de proximité dédiées aux fournitures scolaires prévues avant la prochaine rentrée scolaire, soulignant que la tenue de ces manifestations constituait un « pas important » visant à proposer ces produits à des prix compétitifs, note le communiqué. Lors de la troisième rencontre, consacrée aux producteurs d'appareils électroménagers, le

ministre a mis en avant l'importance de mettre en place un plan de production et un large réseau de distribution pour répondre à la demande en matière d'appareils électroménagers, notamment les climatiseurs « qui connaissent une forte demande durant la saison estivale, mais aussi au vu de la prochaine opération de distribution de logements », précise le communiqué. Au terme de ces réunions, M. Moula a salué les efforts du ministère du Commerce qui tendent à « stabiliser le marché et assurer les besoins essentiels des citoyens en divers produits », se félicitant des mesures proactives du ministère, ainsi que de son approche participative avec les opérateurs économiques, selon la même source. Dans ce cadre, M. Moula a souligné que le CREA, par le biais de ses membres, adhèrera aux efforts du secteur du Commerce en vue de préserver le pouvoir d'achat des citoyens via des réductions sur nombre de produits ».

EMPLOI, FORMATION ET ENTREPRENARIAT

Le 18^e «Algeria Job Summit» prévu du 29 au 31 mai à Alger

Par S.T.

Le 18^e Salon de l'Emploi, de la Formation et de l'entrepreneuriat, "Algeria Job Summit", se tiendra du 29 au 31 mai au Palais de la Culture Moufdi-Zakaria (Alger) et réunira une soixantaine d'exposants entre entreprises et établissements de formation, ont annoncé, hier, ses organisateurs. Placée sous le patronage des ministres de l'Enseignement su-

périeur et de la Recherche scientifique et celui de l'Economie de la Connaissance, des Start-ups et des Micro-entreprises, cette manifestation sera axée, cette année, sur le "Marché de l'emploi à l'aune de la transformation digitale et de l'IA", a précisé le Commissaire du Salon, Ali Belkhiri, lors d'une conférence de presse. Il a ajouté, à l'occasion, que ce Salon offrira "une plate-forme privilégiée" pour les organismes étatiques et pri-

vés exposants, les entreprises en quête de profils particuliers, les centres, écoles et instituts de formation professionnelle et supérieure, ainsi que pour les postulants à l'emploi ou à la formation. En plus de la recherche d'opportunités d'embauche, les visiteurs du Salon se verront orientés sur l'entrepreneuriat ou la reconversion professionnelle et accompagnés pour la création d'entreprises et informés sur les mécanismes de leur finance-

ment. Des conférences et panels inhérents à ces aspects sont au programme des 3 jours de la manifestation qui verra l'organisation du "challenge du meilleur business", récompensant, au terme d'une sélection, les 3 meilleurs projets soumis, dont les auteurs seront soutenus ultérieurement pour la création de leur startup. En deux décennies d'existence, l'"Algeria Job Summit" a réussi, selon ses initiateurs, le place-

ment de 3000 à 4000 candidatures par an sur le marché du travail et a connu une affluence de quelques 20.000 visiteurs durant les dernières éditions. Organisé par l'agence de communication "3 C" et "Emploi Partner", ce Salon bénéficie, entre autres, du sponsor scientifique de l'Agence nationale de la Valorisation des résultats de la Recherche et du Développement technologique (ANVREDET).

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'ESAA organise une journée portes ouvertes le 30 mai prochain

L'Ecole supérieure algérienne des affaires (ESAA) a annoncé, mercredi dans un communiqué, l'organisation, le 30 mai prochain, d'une journée portes ouvertes au profit des bacheliers, des étudiants et des cadres d'entreprises pour s'informer des programmes de formation de l'école. Organisée au siège de l'ESAA à Alger, l'événement a pour but d'offrir "une opportunité de découvrir les programmes de formation de l'école et de

partager une expérience immersive axée sur l'excellence académique", a fait savoir la même source. Selon l'ESAA, cette journée représente aussi une opportunité de découvrir l'ensemble des programmes dispensés, les formations initiales, les licences et masters ainsi que les formations continues "MBA", "Executive MBA" et "MBA spécialisés". Au programme de la journée, les équipes de l'Ecole proposeront des ateliers interactifs d'accompagne-

ment dans le but d'aider les futurs candidats à réussir les concours d'accès et les assister dans leurs choix de formation. D'autres ateliers seront au rendez-vous ainsi qu'un "Pôle Information" permanent. A noter que cette journée d'information, qui sera suivie par deux autres journées "portes ouvertes" les 27 juin et 21 juillet prochains, est ouverte au grand public, de 09h à 17h, après inscription sur le site web de l'école, notamment aux bache-

liers, aux étudiants, aux cadres d'entreprise ainsi qu'aux parents. L'ESAA met également à la disposition des candidats souhaitant s'inscrire aux programmes, une plateforme d'admission, disponible sur son site web. Pour rappel, l'ESAA est un établissement public algérien, créée en 2004, dans le cadre d'un projet de coopération bilatérale dans le domaine de l'enseignement supérieur qui forme des managers et dirigeants d'entreprises.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PRÈS DE 1, 5 MILLION DE LOGEMENTS DISTRIBUÉS DEPUIS 2020

L'effort colossal de l'Etat

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi a fait état, mercredi à Alger, de la distribution «record» de près de 1,5 million d'unités de logement, toutes formules confondues, durant la période 2020-2024.

Par Sirine R

«**D**e 2020 au 5 juillet prochain, nous aurons distribué près de 1,5 million d'unités de logement, réalisant ainsi un record sans précédent dans l'histoire de l'Algérie indépendante», a précisé le ministre à l'ouverture des travaux d'une Journée d'information sur «la réduction des risques sismiques», en soulignant que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, veille toujours à accorder toute l'attention aux citoyens, en assurant des logements de différentes formules. Des budgets importants sont alloués à ce secteur. Rien que pour 2024, plus de 300 milliards de DA ont été mobilisés pour la réalisation de 460 000 unités de logements, toutes formules confondues. Ceci témoigne sur l'importance qu'accorde l'Etat au secteur de l'Habitat, visant l'amélioration des conditions de vie des citoyens. La réalisation de ces

différents projets de logements permettra de réduire le taux d'occupation par logement à 4,18 fin 2024 contre 4,25 enregistré fin 2023. Selon les prévisions, ce taux s'établira, fin 2025, à 4,12. Ainsi, le gouvernement ne compte pas s'arrêter. De nouveaux projets de logement sont également prévus. Un nouveau programme «AADL III» sera lancé incessamment. D'ailleurs, tout est fin prêt pour le lancement de programme tant attendu par les Algériens. Lors de cette rencontre, qui s'est déroulée en présence du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh, et du wali de Boumerdès, Fouzia Naama, le ministre a annoncé la promulgation du nouveau règlement de construction parasismique actualisé (version 2024). Le texte a été élaboré par une soixantaine d'experts nationaux, dont des chercheurs et des experts résidant à l'étranger, a-t-il précisé. Il a affirmé que cette version, élaboré avec la contribution

d'une équipe technique spécialisée, composée de plus de 60 universitaires, chercheurs, techniciens et experts algériens établis à l'étranger, vient actualiser celle adoptée en 2003. Rekhroukh a affirmé, dans ce cadre, que le nouveau règlement, intervenant après celui de 1981 au lendemain du séisme de Chlef, constitue un "document de nouvelle génération conforme aux règlements mondiaux dans ce domaine". Evoquant la question des structures publiques relevant du secteur, le ministre a indiqué que les travaux du stade de Douera "Chahid Ali Ammar" (dit Ali la Pointe), seront achevés fin juin prochain. La journée d'étude a été ponctuée par une série d'interventions scientifiques sur les mesures techniques en matière de construction, en vue de réduire les risques sismiques, ainsi que sur le rôle des organismes relevant du ministère de l'Habitat dans ce domaine, outre l'histoire de l'activité sismique au nord de l'Algérie.

TEBBOUNE PRÉSIDE UNE RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES

Plusieurs dossiers examinés

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, préside, mercredi, une réunion du Conseil des ministres consacrée à un projet de loi relatif aux assurances et à des exposés se rap-

portant à plusieurs secteurs, indique un communiqué de la Présidence de la République. "Monsieur Abdelmadjid Tebboune, président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, préside, ce jour, une réunion du Conseil

des ministres consacrée à un projet de loi relatif aux assurances et à des exposés, notamment sur le financement des start-up, le suivi de l'état d'avancement des projets de ligne ferroviaire minière Béchar-Tindouf-Gara Djebilet et de la ligne Bled El Hadba-Oued Kebrit-Port de

Annaba, l'état d'avancement des projets de réalisation de silos de stockage de céréales, les préparatifs de la saison estivale et les dispositions d'accueil de notre communauté établie à l'étranger", lit-on dans le communiqué de la Présidence de la République.

INDUSTRIE DE PRODUITS CHIMIQUES

Nécessité de valoriser les matières premières locales

Une journée d'étude sur les produits chimiques, notamment les produits cosmétiques, de nettoyage et détergents, a été organisée mardi, à Alger, lors de laquelle l'accent a été mis sur la nécessité de valoriser et d'exploiter les matières premières locales en tant qu'intrants essentiels pour la production de ces produits, en vue de soutenir la valeur ajoutée de cette filière.

Organisée par l'Organisation algérienne de commerce et de l'investissement social (OACIS), en coordination avec l'Université des sciences et de la Technologie Houari Boumediene, cette journée d'étude a vu la participation de représentants du ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, des Douanes algériennes, de l'Agence algérienne de la promotion de l'investissement (AAPI), et des présidents d'entreprises activant dans le domaine des produits cosmétiques et détergents. Intervenant à l'occasion, le président de l'OACIS, Djaber Bensedira, a souligné l'importance de valoriser les matières premières locales, notamment agricoles et forestières, car représentant entre 40 à 50% des intrants de production des produits cosmétiques et détergents, appelant à la mise en place d'un plan d'action en vue de leur exploitation selon un modèle écono-

mique. Dans ce contexte, monsieur Bensedira a mis en garde contre un marché parallèle dans cette filière, qui a dépassé «les 40% du nombre total des opérateurs réels, d'où l'impératif de prendre des mesures à même de les encourager à adhérer au secteur officiel», précisant que ce dernier regroupe plus de 5000 opérateurs inscrits au Centre national du registre de commerce (CNRC).

De son côté, le représentant du ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Samir Souci, a fait savoir que plusieurs produits agricoles et forestiers locaux offraient une richesse encore inexploitée, pour la production de produits chimiques et cosmétiques de qualité supérieure. M. Souci qui occupe le poste de directeur de l'innovation au niveau de la Holding Algeria Chemical Specialities (ACS), a indiqué que l'industrie chimique pouvait devenir «plus innovante et éco-responsable» à travers l'encouragement de l'utilisation des matières premières locales. Pour sa part, la responsable à la direction générale de la régulation et de l'organisation des activités du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, Djamilia Berkache, a souligné l'importance des efforts de contrôle de la fabrication et de l'importation des produits cosmétiques et d'hygiène corporelle et ménagère, notamment par l'octroi d'autorisa-

tions préalables après l'étude des dossiers des opérateurs.

A cet égard, elle a précisé que l'autorisation préalable constituait une garantie de la conformité des produits aux normes en vigueur, notamment sanitaires afin d'éviter la contrefaçon, rappelant que les produits cosmétiques et ceux d'hygiène corporelle et ménagère étaient régis par la réglementation et la législation fixant les conditions et les modalités d'exercice de ces activités. Au terme de la journée d'étude, l'OACIS a présenté une série de recommandations, principalement axées sur «la valorisation des matières premières naturelles locales, notamment les produits forestiers, en adoptant une stratégie de reboisement étendue en fonction des caractéristiques de chaque région et des besoins de la filière pour renforcer l'industrie cosmétique». Il s'agit également d'organiser et d'encourager l'apiculture, en tant qu'intrant de cette industrie et d'élargir le champ de fabrication des produits chimiques, notamment ceux les plus demandés, en coordination avec les chercheurs. Parallèlement à la journée d'étude, une exposition a été organisée avec la participation de 40 exposants représentant différents producteurs de cosmétiques et d'hygiène et des opérateurs dans le domaine de l'emballage et du conditionnement.

R E.

PÉTROLE

Le Brent à plus de 83 dollars

Les prix du pétrole baissaient mercredi après de premières données faisant état d'une augmentation des stocks de pétrole aux Etats-Unis. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet cédait 0,57% à 83,23 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison le même mois, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, perdait 0,58% à 79,34 dollars. Les deux références mondiales du brut sont en baisse "en raison des statistiques pétrolières américaines baissières", notent des analystes. La fédération des professionnels du secteur, l'API, a estimé mardi que les stocks de brut avaient grimpé d'environ 2,5 millions de barils pour la semaine achevée le 17 mai, et ceux d'essence de 2,1 millions. Les investisseurs attendent désormais la publication du rapport hebdomadaire de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) sur l'état des stocks de pétrole. Côté gaz naturel, le contrat à terme du TTF néerlandais, considéré comme la référence européenne s'échangeait à 33,00 euros le mégawattheure (MWh), peu après avoir touché 33,94 euros, un plus haut en un mois.

ORAN

Rencontre internationale sur l'intelligence artificielle et les métiers de l'audit et de la comptabilité

L'intelligence artificielle (IA) et les métiers de l'audit et de la comptabilité et les défis à relever à l'avenir ont été le thème principal de la rencontre internationale, ouverte mercredi à l'Université d'Oran 2 "Mohamed Benahmed". La rencontre de deux jours est organisée à l'initiative de l'équipe de recherche sur les finances, la comptabilité et la gouvernance des entreprises, relevant du Laboratoire "Tendances et nouveaux défis de la politique de développement en Algérie" de la Faculté des sciences économiques et commerciales et des sciences de la gestion de l'Université d'Oran 2, signale-t-on. Elle vise à "identifier les défis et les effets directs de l'intelligence artificielle sur les métiers de l'audit et de la comptabilité sur le moyen et le long termes", a-t-on indiqué. Dans ce contexte, le président de la rencontre, Benichou Moufok, a affirmé que "l'IA connaît une expansion fulgurante touchant divers secteurs et a un grand impact, particulièrement sur les métiers de l'audit et de la comptabilité", avant de préciser: "nous avons regroupé, aujourd'hui, des experts et des enseignants universitaires, ainsi que des gestionnaires d'entreprises et des commissaires aux comptes, pour examiner les effets de l'IA sur ces métiers à l'avenir". Il a, d'autre part, fait savoir qu' "il est nécessaire d'examiner avec ces intervenants l'avenir des métiers de l'audit et de la comptabilité, à la lumière de l'utilisation de la technologie et de l'intelligence artificielle, qui joue actuellement le rôle du comptable et de l'auditeur", ajoutant qu'il "est également important de s'adapter avec ces nouvelles mutations".

AU PREMIER TRIMESTRE 2024
Le tourisme international atteint 97% des niveaux d'avant la pandémie

Les arrivées de touristes internationaux ont atteint 97% des niveaux pré-pandémiques au premier trimestre 2024, les projections indiquant que les chiffres devraient dépasser ceux de 2019 sur le reste de l'année, a rapporté mardi l'ONU Tourisme. Le rapport de l'organisation basée à Madrid montre que 285 millions de touristes ont effectué des voyages internationaux entre janvier et mars, soit une augmentation d'environ 20% par rapport à la même période en 2023. L'ONU Tourisme prévoit une "reprise complète du tourisme international" pour le reste de l'année, "avec une croissance des arrivées de 2% par rapport aux niveaux de 2019". Les arrivées internationales dans la région Asie et Pacifique ont connu une hausse significative, passant de 65% des niveaux de 2019 au premier trimestre 2023 à 82% au cours de la même période de cette année. Une forte croissance a également été observée au Moyen-Orient, où le tourisme international a augmenté de 36% par rapport aux niveaux d'avant la pandémie, tandis que l'Europe a accueilli 120 millions de touristes internationaux, ce qui représente également une augmentation de 1% par rapport à 2019. L'Afrique a connu une augmentation de 5% au premier trimestre de cette année par rapport à la même période en 2023, tandis que le tourisme international dans les Amériques a atteint 99% de ses niveaux de 2019. Se félicitant de ces résultats, le secrétaire général de l'ONU Tourisme, Zurab Pololikashvili, a souligné leur impact positif sur les économies locales.

APRÈS PLUSIEURS ANNÉES D'ABSENCE

Le Salon de l'automobile de retour

La société "ALGERIA EXHIBITIONS", filiale du groupe Safex, a annoncé mardi, dans un communiqué, l'organisation de la 20e édition du Salon international de l'automobile d'Alger, au palais des expositions aux pins maritime (Alger), du 9 au 15 juillet 2024, après plusieurs années d'absence. "Cet évènement majeur du secteur de l'automobile est de retour aux pavillons de la SAFEX, après des années d'absence, et marquera également le retour des amateurs du monde de l'automobile", a indiqué le société.

"Plusieurs espaces seront consacrés à l'exposition, notamment, les pavillons Casbah, Ahaggar, Gourara, Union et Saoura", a ajouté la société, soulignant que cette manifestation qui s'étalera sur 7 jours, se veut un espace commercial professionnel, avec la participation du secteur de l'automobile, représenté par les marques agréées en Algérie, outre le secteur des services et nombre de compagnies d'assurances et de banques.

Le salon verra également, selon le communiqué, "une large participation de différentes marques automobiles agréées en Al-

gérie, ce qui reflète leur ambition d'accéder au marché national afin de répondre aux demandes du client algérien". La société organisatrice a mis en avant, à travers son communiqué, l'importance du Salon de l'automobile d'Alger qui enregistre, auparavant, l'affluence de 600.000 visiteurs, issus de toutes les wilayas du pays". Selon le communiqué, un évènement dédié aux vélos et motocycles est prévu en marge du Salon international de l'automobile, dont les inscriptions de participation à se poursuivent via la plateforme numérique <https://registration.safex.dz/login>.

SELON UNE ÉTUDE DE L'UICN

La moitié des écosystèmes de mangrove risquent de s'effondrer

La moitié des écosystèmes de mangrove dans le monde risquent de s'effondrer, menacés notamment par le changement climatique, la déforestation ou la pollution, selon une étude publiée mercredi. L'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), connue pour ses listes rouges d'espèces menacées, a pour la pre-

mière fois fait un état des lieux des mangroves dans le monde, en évaluant 36 différentes zones. "La première évaluation mondiale des écosystèmes de mangrove fournit des orientations essentielles qui soulignent le besoin urgent d'une conservation coordonnée des mangroves", a indiqué Grethel Aguilar, directrice générale de l'UICN, dans

un communiqué. Les mangroves, cet ensemble de végétation se développant à l'interface entre terre et mer, sont "des habitats cruciaux pour des millions de personnes appartenant à des communautés vulnérables dans le monde entier", a-t-elle ajouté. Publiée à l'occasion de la Journée internationale de la biodiversité, l'étude montre que "50 %

des écosystèmes de mangrove évalués sont menacés d'effondrement". Cela représente environ 50% de la superficie mondiale des mangroves. Environ 20% d'entre eux sont classés "comme étant en danger ou en danger critique d'extinction", et sont donc gravement menacés d'effondrement

ANGEM

Le Salon des Micro-activités du 23 au 25 mai à Alger

L'Agence nationale de gestion du micro-crédit (ANGEM), organise du 23 au 25 mai à Alger, le Salon des micro-activités, a indiqué l'Agence dans un communiqué. Le Salon organisé à l'hôtel « les Sables d'or » à Zéralda (Alger), sous le thème « le micro-crédit, un mécanisme de création de l'activité économique », verra la participation de 20 bénéficiaires du dispositif du micro-crédit, selon le communiqué. Cette manifestation vise à mettre en avant les expériences des entrepreneurs, qui ont bénéficié du dispositif du micro-crédit, en matière de création d'activités économiques et de postes d'emploi, et à les aider dans la commercialisation et la promotion de leurs produits, ainsi qu'à faire connaître les prestations financières et non-financières fournies par l'Agence.

Deux panels seront organisés en marge du Salon, pour débattre de deux principaux sujets, à savoir, le rôle de la technologie numérique et moderne dans le développement et la pérennisation des micro-activités, et sur la micro-activité en tant que motrice de l'économie locale. En outre, des portes ouvertes seront organisées pour faire connaître les prestations fournies par l'ANGEM, et pour honorer, au terme du Salon, les entrepreneurs distingués, le meilleur ex-

posant et le meilleur produit, selon la même source. Ce Salon s'inscrit dans le cadre des prestations non-financières fournies par l'ANGEM aux bénéficiaires du micro-crédit, pour présenter leurs services et produits issus de leurs micro-activités, dans les domaines de l'artisanat, de l'agriculture et de la petite industrie, note le communiqué.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTÈRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 22 ماي 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 22 Mai 2024

Prix du détail ¹ DA / Kg		أسعار التجزئة دج / كـلـغ			المنتجات
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	
Produits					
Légumes frais	Pomme de terre	80	92	68	البطاطا
	Tomate	74	85	63	الطماطم
	Oignon sec	97	107	88	البصل الجاف
	Ail sec	421	484	359	الثوم الجاف
	Ail vert	106	119	93	الثوم الاخضر
	Carotte	69	77	61	الجزر
	Navet	92	102	82	لفت
	petit pois	243	265	221	جلبانة
	feve verte	104	116	92	فول اخضر
	Courgette	95	106	85	الكوسة
	Haricot vert	253	275	230	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	121	135	107	الخس
Fruits frais	Pomme locale	451	562	340	التفاح المحلي
	Datte	544	666	421	التمر
	Orange	188	225	150	البرتقال
	Citron	161	178	144	الليمون
	Banane	378	391	364	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1693	1821	1564	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	373	388	359	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	103	89	حليب البقر (لتر)

MOSTAGANEM

Démantèlement de deux réseaux d'émigration clandestine

Les services de police de Mostaganem ont réussi à mettre fin à l'activité de deux réseaux criminels nationaux spécialisés dans l'organisation de l'émigration clandestine par mer et l'escroquerie, a indiqué, mercredi, un communiqué de la Sûreté de wilaya. La même source a expliqué que le premier réseau criminel a été démantelé après qu'une personne âgée de 17 ans ait déposé une plainte, affirmant avoir été "victime" d'une escroquerie de la part d'un individu, qui lui a fait croire qu'il allait organiser une traversée clandestine à partir d'une plage de la wilaya de Mostaganem, contre la somme de 600.000 dinars. Les investigations menées par les services de police ont permis l'identification du suspect, son arrestation et la récupération d'une somme de 336.000 dinars.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Le pas de géant de l’Algérie

S’il est un fait que tout monde reconnait à l’Algérie, c’est qu’elle n’a pas attendu les effets négatifs du réchauffement climatique, pour garantir sa sécurité alimentaire. Les efforts payent : l’Algérie devient premier producteur de céréales dans la région du Maghreb (et bientôt de la région MENA) avec une hausse de sa production de 11% par rapport à l’année dernière, un chiffre annoncé par le département d’Etat américain et rapporté par des médias.

Par Réda Hadi

Notre pays a investi beaucoup dans la culture du blé en plein désert, et les progrès dans ce type de production sont spectaculaires, au point que l’Algérie pourrait, dès 2024-2025, être le premier producteur de céréales au Maghreb, supplantant de facto, son voisin immédiat le Maroc. D’aucuns estiment que l’Algérie, a pris les devants en s’assurant une bonne gestion de ses ressources agricoles et hydriques. C’est d’ailleurs l’avis du professeur Brahim Mouhouche, membre du Conseil supérieur de la recherche scientifique et des technologies, et professeur à l’Ecole supérieure nationale d’agronomie (ENSA), qui l’a exprimé chez nos confrères de la radio nationale. Car cet expert souligne que, c’est le résultat d’un ensemble de mesures et d’incitations engagées par les pouvoirs publics sur instruction du président de la République, dont essentiellement le soutien des prix et subventions des semences et des engrais accordés aux agriculteurs. Un soutien dont le coût est évalué à près de 130 milliards de dinars. Reste que celui-ci insiste sur le respect des pratiques culturelles qui peut déjà, à lui seul, améliorer les rendements de manière significative. En effet, a-t-il dit, la sécurité alimentaire, est une question de souveraineté nationale,

et si le Sud est incontournable pour notre agriculture, il n’en demeure pas moins que cette réussite ne dépend que par l’observation des conditions d’exploitation. Pour cet expert, il ne suffit pas juste de semer pour récolter, mais faut-il encore respecter les conditions. Entre autres, celle de l’itinéraire technique. Pour lui, si nous respectons les conditions d’exploitation d’une spéculation (produit), ça va réussirmême si la surface emblavée n’augmente pas. Et ne cela le respect de l’itinéraire technique revêt une importance particulière, car on ne sème pas juste pour récolter, il faut semer et suivre sa culture en fonction de ses exigences et intervenir au bon moment pour améliorer la production en y injectant tous les intrants nécessaires. Il soulève aussi la question de la disponibilité de la ressource hydrique en précisant qu’en dépit de notre situation géographique conférant à notre pays un climat aride, nous disposons en revanche de l’une des réserves d’eau souterraine des plus importantes dans le monde. Or dans ce domaine aussi, l’Algérie a su être prévoyante. Impactée par le réchauffement climatique, l’Algérie semble avoir trouvé la parade, optant pour une politique volontariste du dessalement de l’eau de mer. Un choix judicieux, qui, dans moins de cinq ans, va permettre un approvisionnement régulier en eau potable à plus de treize wilayas côtières. La politique de dessalement de l’eau de

mer, dont les résultats sont fulgurants, libérera des ressources qui seront destinées à l’agriculture. Selon des données livrées par le Département américain de l’Agriculture (USDA), dans un rapport publié le 10 mai 2024, en Algérie la production de blé devrait monter de 11 %, pour se hisser à trois millions de tonnes au terme de la saison 2024-2025. Le document explique cette embellie par une pluviométrie bien meilleure dans les zones de production du centre et de l’est du pays. D’après l’USDA la surface emblavée devrait garder le même volume, 1,8 million d’hectares, mais c’est le rendement qui progressera. Avec une telle performance, l’Algérie est passée devant le Maroc, derrière le leader régional, l’Égypte. Cette performance, qui pourrait encore évoluer, s’explique par le fait que l’Algérie n’a pas attendu pour anticiper les effets du dérèglement climatique. En se tournant vers les régions du sud, dont les potentialités sont énormes, les Algériens ont augmenté leurs chances d’assurer définitivement leur sécurité alimentaire, tout en offrant à de vastes contrées des opportunités certaines de développement économique et social. Le choix est clair, pour l’Algérie la sécurité alimentaire d’abord et l’agriculture est encore appelée à peser de tout son poids dans un PIB annoncé de 400 milliards de dollars en 2026.

RELIZANE

Une production de près de 80.000 quintaux de céréales attendue

La wilaya de Relizane prévoit une production de 79.227 quintaux de céréales, toutes variétés confondues, au titre de la présente saison agricole, a-t-on appris, mercredi, du directeur des Services agricoles (DSA). Djamel Kermoui a précisé, dans un exposé présenté au wali lors du coup d’envoi de la campagne moisson-

battage lancée à partir de l’exploitation agricole "Si Rachid", dans la commune de Sidi Khattab, que "la faible pluviométrie, particulièrement durant la période allant de fin novembre à mars derniers, a sérieusement affecté le secteur céréalier". Il a rappelé, dans ce contexte, que 89% des champs céréaliers ont été affectés, du fait

des faibles précipitations, indiquant que sur les 116.000 hectares emblavés, toutes variétés confondues, 13.221 hectares seulement n’ont pas été touchés par la sécheresse, ce qui a contraint les agriculteurs à procéder au fauchage des superficies restantes et à transformer la récolte engrangée en fourrages. Par ailleurs, certains

professionnels de la filière ont dû recourir à l’irrigation d’appoint afin de "sauver leurs récoltes et d’atténuer les effets induits par ces aléas climatiques", a expliqué le DSA, ajoutant que "deux millions de mètres cubes d’eau ont été réservés à l’irrigation de près de 990 hectares de champs céréaliers de la plaine de la Mina".

GROUPE GIPLAIT DE SIDI BEL ABBES

Lancement d’un produit à base de lait de vache pasteurisé à 25 DA

Le Groupe Giplait de Sidi Bel Abbes a lancé un nouveau produit à base de lait de vache pasteurisé semi écrémé, au prix de 25 DA, destiné au consommateur, a-t-on appris, mercredi, auprès de la direction du Commerce et de la Promotion des exportations de la wilaya. La cellule d’information et de Communication a indiqué que l’entreprise publique économique, Laiterie et fromagerie de Tessala, relevant du groupe Giplait, a lancé, hier mardi, la production du lait de vache

cru pasteurisé semi écrémé, proposé au même prix que le lait en poudre enrichi, fixé à 25 DA le litre. L’opération a été réalisée sous la supervision de la directrice du Commerce et de la Promotion des exportations, Mahmoudi Hadjira, et des cadres de la direction des Services agricoles, en plus des cadres du Laboratoire algérien de contrôle de la qualité, qui effectuaient une visite de travail au niveau de la wilaya, a fait observer la même source. Le Directeur général de l’Entreprise publique économique, laite-

rie et fromagerie Tessala, Benyelles Mohamed, a donné de plus amples explications sur ce produit, qui vient renforcer la filière lait et soutenir les éleveurs, visant également à préserver le pouvoir d’achat des citoyens, mettant en exergue les moyens mobilisés pour assurer son succès. A signaler que ce nouveau produit de lait de vache cru, pasteurisé et semi écrémé, est destiné uniquement à la consommation individuelle citoyenne et son usage est interdit pour toute activité

professionnelle. A noter que la wilaya de Sidi Bel Abbes réalise de bons résultats dans la filière du lait, car la production enregistrée, durant l’année écoulée, a dépassé les 97 millions de litres de lait de vache, lui permettant de se hisser en tant que pôle d’excellence en matière de production de lait au niveau de la région ouest du pays, sachant que sa production laitière est destinée à répondre aux besoins de la consommation locale et à approvisionner d’autres wilayas voisines.

THE PANAFRICAN
FOOD DEBATE-
ALGIERS EDITION

Orienter l’agriculture africaine dans une logique forestière et agro-écologique

Des experts et universitaires africains, participants aux travaux de la première Conférence panafricaine sur le débat alimentaire (The Panafrican Food debate-Algiers Edition), ont préconisé à Alger d’orienter l’agriculture africaine dans une logique forestière et agro-écologique. Dans "la Déclaration d’Alger sur le débat alimentaire africain", qu’ils ont adoptée mardi en fin de journée, à l’issue de la conférence, les experts ont appelé à "orienter l’agriculture africaine dans une logique forestière et agro-écologique, s’inspirant de l’organisation oasienne afin de densifier l’effort de convergence des filières animales et végétales dans la perspective d’un développement rural durable". Ils ont, dans ce sens, relevé que "l’agriculture du futur en Afrique sera celle des synergies des connaissances codifiées, détenues par les organismes de formation et de recherches avec celles dites tacites, détenues par des millions d’agriculteurs et d’éleveurs africains". Les participants au débat africain ont également souligné que la résolution de la question alimentaire est une activité complexe qui "nécessite la mise en œuvre trans-générationnelle de ressources transversales multiples et variées", saluant dans ce contexte "l’engagement des jeunes africaines paysannes inventives dans leurs efforts continus afin de relever les défis alimentaires de toutes natures". La Déclaration d’Alger sur le débat alimentaire africain a, en outre, salué la décision de poursuivre la conférence panafricaine sur la question alimentaire à Dakar au Sénégal à la fin de cette année, pour une seconde édition afin d’approfondir et d’élargir les débats à d’autres participants africains. Organisée dans le cadre de la 22e édition du Salon international de l’agriculture de l’élevage et de l’Agro-industrie "SIPSA-FILAHA" (20 au 23 mai courant), la première Conférence panafricaine sur le débat alimentaire a vu la participation de plusieurs délégations de pays africains, notamment du Burkina Faso, Mali, Sénégal, Mauritanie, Niger, République arabe sahraoie démocratique (RASD) et Côte d’Ivoire.

IN-SALAH

Vers la valorisation de la source thermique « Tamezguida »

Des démarches sont entreprises pour valoriser la source thermique « Tamezguida » dans la commune de Foggaret-Ezzaouia, wilaya d'In-Salah, dans le cadre des efforts de promotion des potentialités touristiques que recèle la région, ont indiqué ce mardi les services de la wilaya. Les autorités locales entendent par ces démarches exploiter cette source, localisée à 140 km nord du chef lieu de la wilaya, et la mettre à la disposition des promoteurs touristiques dans le but de mettre à profit ce site à la satisfaction des visiteurs, diversifier les revenus de la commune et répondre aux préoccupations de la population de Foggaret-Ezzaouia, a indiqué la même source. Lors d'une récente visite dans ce site, le wali d'In-Salah, Abdelkader Bendjima, a instruit les responsables de cette commune de prendre en charge cette future station thermique et sa réhabilitation pour répondre aux exigences des visiteurs de la région et hors-wilaya ralliant cette source pour des fins curatives. Cette source naturelle demeure en quête de potentiel investissement à même d'en faire une valeur économique ajoutée pour cette commune. Dans l'optique de conférer plus d'attractivité à cette future station, le même responsable a, à ce titre, fait part de la projection des opérations d'ouverture des accès à ce site, dont la réalisation d'une route longue de 90 kilomètres reliant le chef lieu de la commune de Foggaret-Ezzaouia à cette source.

BÉCHAR / PRODUCTION DE CONCENTRÉ DE MINÉRAI DE FER

Les travaux de réalisation la 1ère unité mixte lancés

Le coup d'envoi officiel des travaux de réalisation de la première unité mixte de production de concentré de minerai de fer du futur complexe sidérurgique de Toumiat (Nord de Béchar) a été donné, mardi, par les autorités locales et des responsables du complexe sidérurgique Tosyali de Bethioua (Oran), dans l'objectif de la valorisation du gisement de fer de Gara-Djebilet (Tindouf), a-t-on constaté sur place.

L'entame de la première phase des travaux de réalisation de cette première unité industrielle mixte du futur complexe sidérurgique de Toumiat, à savoir la viabilisation et l'ouverture des voies pour les besoins de la réalisation de cette unité industrielle, est le fruit d'un protocole d'accord de partenariat signé récemment entre l'entreprise nationale de fer et de l'acier (Feraal) et Tosyali portant réalisation d'une unité de production de concentré de minerai de fer dans la wilaya de Béchar", a précisé à l'APS, le directeur des investissements de Tosyali, Ramzi Azzi. Cette unité industrielle et ses diffé-

rences servitudes prévues sur une superficie de 160 hectares, et qui sera réalisée d'ici 24 mois, aura une capacité de production d'un (1) million de tonnes par an de concentré de minerai de fer acheminé du gisement de fer de Gara-Djebilet de Tindouf, a-t-il expliqué. "La zone de Toumiat, où sera réalisée cette unité mixte qui fait partie du complexe sidérurgique de Béchar, dispose de plusieurs atouts et avantages, dont la proximité de la Route nationale RN-6 de la voie ferrée Béchar-Oran, les ressources hydriques et la proximité de la cimenterie "Saoura" relevant du groupe industriel public industriel

des ciments d'Algérie (Gica), ce qui va contribuer à la concrétisation de ce projet industriel dans les délais prescrits", a soutenu le même responsable. Pour sa part, le chef de l'exécutif local, Mohamed Saïd Ben Kamou, a souligné que le lancement des travaux de cette unité qui sera suivie par d'autres unités retenues au titre du projet du complexe sidérurgique de Béchar, est une concrétisation sur le terrain des décisions des hautes autorités du pays pour l'exploitation et la valorisation du gisement de fer de Gara Djebilet (Tindouf), dans le cadre du développement économique et social dans la région.

EL-OUED

Plus de 30 transformateurs électriques réalisés en prévision de la saison estivale 2024

Plus de 34 transformateurs électriques ont été réalisés dans le cadre des opérations de renforcement du réseau électrique dans la wilaya d'El Oued en prévision de la saison estivale 2024, a-t-on appris mercredi auprès de la direction de distribution relevant de la Société de distribution de l'Electricité et du Gaz (Sonegaz). Ce programme s'inscrit au titre des projets d'investissement de la Société visant l'amélioration de la qualité et la continuité de l'approvisionnement en énergie électrique au niveau des quartiers qui connaissent de perturbations en approvisionnement en électricité, notamment durant la saison estivale, qui enregistre une forte consommation en cette énergie dans les régions du Sud du pays, a expliqué à l'APS, le chargé de la communication, Habib Meslim. Ce nombre d'équipements énergétiques a été réalisé sur un total de



50 transformateurs électriques programmés, outre la réalisation d'un

réseau électrique de basse et moyenne tensions sur une distance

de 86 kilomètres, a indiqué la même source. Dans le cadre des mesures techniques prises pour réduire la pression enregistrée sur le réseau de distribution au niveau des communes de Hassani Abdelkrim et Hamraïa, deux nouveaux départs ont été réalisés, un départ à Hassani Abdelkarim s'étendant sur 30 kilomètres, et un autre au niveau de la commune de Hamraïa d'une longueur de 14 kilomètres, a-t-on fait savoir. Il s'agit aussi de la réalisation de 18 opérations sur les 59 programmées visant à mettre un terme aux perturbations dans l'approvisionnement en énergie électrique durant l'été, selon la même source. La wilaya d'El Oued dispose d'un réseau électrique (moyenne et basse tensions) d'une longueur de 7.491 kilomètres répartis sur 22 communes, alors que le nombre des transformateurs électriques est de 5.229 transformateurs (terrestres et aériens).

TIARET

Lancement du projet d'approvisionnement de la ville en eau potable à partir du bassin «Chott Chergui»

Les travaux de réalisation du projet d'approvisionnement de la ville de Tiaret en eau potable, à partir du bassin hydrographique "Chott Chergui" sur une distance de 45 km ont été lancés, a-t-on appris mardi du directeur des Ressources en eau de la wilaya, Khatir Mahmoudi. M. Mahmoudi a indiqué que ce projet, qui sera prêt en juillet prochain, sera réalisé par quatre entreprises sous forme de lots, en plus d'un réservoir d'une capacité de 1.000 mètres cubes. Le projet, inscrit dans le cadre

du programme sectoriel, au titre de l'année en cours et dont le coût est estimé à 699 millions DA, permettra d'assurer une disponibilité quotidienne d'un volume de 10.000 mètres cubes d'eau au niveau du chef-lieu de wilaya et compensera 40 pour cent de l'eau fournie au chef-lieu de la wilaya par le barrage de "Bekhedda", qui connaît un tarissement de ses eaux en raison de la sécheresse, a fait observer le même responsable. A noter que le bassin souterrain "Chott Chergui", situé entre les communes de Sidi Ab-

derrahmane (Tiaret) et Aïn Sokhouna (Saïda), à travers ses cinq puits, alimente en eau six villes de l'Ouest de la wilaya de Tiaret via un canal de 75 km de long, qui atteint actuellement les limites de la commune de Frenda, d'où sera lancé le nouveau projet, a ajouté M. Mahmoudi. La ville de Tiaret connaît, depuis des mois, un déficit en matière de disponibilité de cette source vitale en raison de la sécheresse que vit la région, ce qui a engendré une baisse progressive du volume d'eau qu'offre le barrage de "Be-

khadda", estimée à 17.000 litres par jour, en plus du tarissement des sources du bassin de Mina, qui a contraint les autorités compétentes à recourir à la mobilisation des eaux de puits profonds dans chacun des points suivants, à savoir les nappes de Tousnina et de Sidi Ouadah. Une étude a été lancée, récemment, pour procéder au transfert des eaux du bassin d'Oued Touil, dans la commune de Zmalat Emir Abdelkader, sur une distance de 100 km, a-t-on affirmé de même source.

Bitcoin, les anciens contre les modernes

Les pro et antibitcoin ont deux visions irréconciliables laissant peu de place à la nuance. Les monnaies, scripturales ou numériques et cryptos, vont pourtant devoir cohabiter et trouver un terrain d’entente. Les unes n’entraîneront pas nécessairement la disparition des autres de sorte que l’avenir monétaire s’écrit au pluriel.

Par Nessim Aït-Kacimi

Quinze ans après la naissance de sa créature, son créateur est devenu un mythe et un fantôme. Personne n’a vu le concepteur du bitcoin, mais cela n’empêche pas le succès de sa religion, propagée par ses croyants, idolâtres et apôtres. Satoshi Nakamoto, le fondateur de la plus célèbre des cryptos, aurait-il été conduit au bûcher en son temps pour hérésie monétaire ? Plus révolutionnaire que réformateur, il a osé ce blasphème : la monnaie ne gravite pas autour de l’Etat comme la Lune autour de la Terre. Le peuple peut se réapproprier l’argent auprès des groupes (banques, gouvernements...) et lobbys qui l’ont asservi à leurs intérêts. Pour les héritiers de Nakamoto, la monnaie est quelque chose de trop sérieux pour être confiée à l’Etat et à sa banque centrale. Le bitcoin est-il une étape dans l’évolution des monnaies et donc une innovation améliorable, ou bien est-il un aboutissement, un horizon indépassable ? Derrière la bataille du bitcoin s’affrontent deux camps peu réconciliables, car dépositaires de deux visions du monde (autorité, gouvernance) de la finance et de l’économie, dont ils ne démordent pas. Chacun revendique être le camp du bien. Les « anciens » qualifient le bitcoin d’imposteur alors que les modernes y voient une « forme qui entraîne le fond », selon la définition de la démocratie par Gambetta. Le bitcoin est un pont entre le XXe et le XXIe siècle.

Sortir du Moyen Age bancaire

Apatride, décentralisée, autonome, cette monnaie rêvée d’Internet est un moyen de reprendre en mains son destin, son autonomie, et de sortir du Moyen Age bancaire. Le bitcoin se veut, à son origine, porteur d’espoir et de changement démocratique. Seulement si le secteur des cryptos espérait l’avènement de « Sparte », une cité monétaire austère, mais juste, il a eu à la place la Rome des Borgia, l’oligarchie décadente des papes. Condamné à vingt-cinq ans de prison, le César Borgia des cryptos, Sam Bankman-Fried a mené le monde des cryptos sur la voie baroque de la démesure et du désastre. Sa chute a révélé une dérive collective et morale qui a emporté tous les acteurs de la cryptofinance. Pour contrer les sceptiques et affirmer leur valeur, les cryptos ont besoin d’ambassadeurs pour promouvoir leur marque (qualité, rareté, notoriété). Elles s’appuient sur une vaste communauté d’utilisateurs, investisseurs, médias spécialisés et influenceurs unis. Compte tenu de sa volatilité élevée et dimension disruptive, le bitcoin, actif le plus clivant du XXIe siècle, est adapté à la société du spectacle permanent des réseaux sociaux. Il est en ce sens très moderne et donne un coup de vieux à « l’ancien monde » des banques centrales, qui le lui rendent bien. C’est pour elles au mieux un actif inutile, au pire une fausse solution, pernicieuse et dangereuse

qui rejoindra tôt ou tard les « poubelles de l’histoire » monétaire. Comme la prise du Capitole par les partisans de Trump, le bitcoin a été perçu par un courant radical comme un instrument révolutionnaire pour détrôner le dollar et mettre à mal la finance mondiale. La crypto, une devise antisystème et antigouvernementale, en opposition à l’establishment politico-financier, avait gagné 5 % le 6 janvier 2021, le jour de l’invasion du Congrès américain par les partisans du républicain. « Retirez votre argent des banques et faites sauter le système avant qu’il ne soit trop tard (hyperinflation, faillites, guerre, chômage) », avaient promis les survivalistes monétaires. Ce discours complotiste alarmiste cadre mal avec la réalité. Depuis lors, les plus importantes politiques de baisses des taux du XXIe siècle, amorcées à partir de la crise de 2008, le taux de change réel du dollar a bondi de 30 %. Il ne s’est donc pas du tout effondré du fait de la planche à billets de la Réserve fédérale. Le bitcoin, qui a valu davantage qu’un kilo d’or cette année (record à 73.750 dollars en mars) a en revanche frôlé plusieurs fois le précipice durant son existence. Pour ses critiques, c’est lié au fait qu’il a un prix de marché, mais pas de valeur intrinsèque tangible. Ses prévisions de cours, entre zéro et l’infini, relèvent du marketing plus que de la science. Ce système monétaire et de paiement parallèle à l’ordre monétaire orthodoxe se veut sans faille. Sa destruction de l’intérieur et son piratage ont un coût prohibitif. Ce qui se

trame sur la blockchain, hors de l’espace mental du grand public, alimente tous les phantasmes et incompréhension. Conçu comme un actif résistant à la censure et à la répression (politique, économique, inflation...), le bitcoin se veut un instrument d’émancipation des « damnés de la Terre », ceux qui, faute de moyens jugés suffisants n’ont pas accès aux banques dans les pays émergents. Dans les pays industrialisés, il n’est pas sûr que tout le monde souhaite sortir du doux cocon de l’irresponsabilité et de l’assistanat.

SDF monétaires

La génération de l’Etat-providence a besoin du fameux « tiers de confiance ». Pour le particulier, c’est sa banque avec laquelle il entretient un rapport ambigu. Mais être sa propre cryptobanque donnerait des sueurs froides à la plupart des personnes. Et pour cause, 3,7 millions de bitcoins, soit un bitcoin sur 5 émis, ont été égarés et sans doute perdus définitivement par leurs propriétaires, selon les estimations de Chainalysis en 2020. Si vous perdez la « clé » (privée) de votre bitcoin, c’est comme si vous perdiez celle de votre appartement et vous retrouviez ainsi pour toujours à la rue. Les SDF monétaires du bitcoin sont une cohorte qui représente un préjudice et un « trou » de plus de 245 milliards de dollars.

Source : Les Echos

Pourquoi la mondialisation ne va pas repartir

Par de Jean-Marc Vittori

Faute de soutien politique, la mondialisation est condamnée à végéter dans les prochaines années. Depuis un siècle et demi, les phases de croissance et de déclin des échanges alternent. Dans la guerre commerciale qui monte entre la Chine et les Etats-Unis depuis plus d’une décennie, Joe Biden vient de larguer une bombe. Les voitures électriques chinoises subiront désormais un droit de douane de 100 % à leur arrivée sur le marché américain. Une taxation massive pour l’automobile, longtemps symbole de la puissance industrielle américaine. Comment croire encore à la mondialisation ? Depuis la crise financière de 2008, des économistes s’affrontent sur cette question. Les uns affirment que la mondialisation s’est arrêtée depuis la faillite de la banque Lehman Brothers. Le poids des exportations et des importations mondiales de produits plafonne depuis cette date après avoir bondi au cours des décennies précédentes. Les autres soulignent que les échanges ont néanmoins continué à progresser, même si la croissance a été moins forte qu’avant. La circulation des services et des données numériques a au contraire accéléré. Et les pays ont le plus grand mal à se passer des marchandises qu’ils achetaient à d’autres pays, comme le montrent les difficultés des Européens à se passer de l’énergie russe. Le gaz Poutine arrive désormais sous sa forme liquéfiée, et son pétrole parvient déguisé en gazole indien.

« Resserrer les liens d’amitié »

Pour avancer dans ce débat, Doug Irwin, professeur à l’université américaine de Dartmouth, donne une grille de lecture intéressante qui permet de comprendre ce qui s’est passé – et ce qui pourrait se passer. Pour ce futur président de l’Association américaine d’histoire économique qui s’exprimait récemment à la Banque de France, il y a deux moteurs de la mondialisation : la politique et la technologie. La politique peut aller en marche avant ou en marche arrière, plus ou moins vite. La technologie, elle, peut seulement accélérer le mouvement – et uniquement en marche avant. La combinaison de ces deux moteurs détermine le rythme de la mondialisation. A la fin du XIXe siècle, les deux moteurs vont puissamment dans le même sens – c’est l’ère décrite par l’économiste Susan Berger dans son livre « Notre première mondialisation ». L’accord d’ouverture commerciale signé en 1860 entre le Royaume-Uni et la France, pour « resserrer les liens d’amitié qui unissent les deux peuples » après des siècles de guerre, déclenche une vague d’accords bilatéraux entre pays. Cette ouverture des frontières sans précédent a un effet d’autant plus puissant que les marchandises circulent beaucoup plus vite avec la machine à vapeur, sur terre (avec des rails) et en mer. Le télégraphe transporte l’information (et les ordres d’achat) beaucoup plus vite. Le poids des échanges passe de 15 % à 30 % entre le mi-

lieu du XIXe siècle et 1914. Pendant la première moitié du XXe siècle, la machine politique repart en marche arrière avec une première guerre, une crise financière majeure, puis une seconde guerre. Géopolitique et protectionnisme prennent le dessus, explique Irwin. En 1945, le poids des échanges est retombé à 10 % du PIB mondial. Les vainqueurs de la Seconde guerre mondiale veulent résolument tourner le dos à ce passé douloureux. Cordell Hull, le ministre américain des Affaires étrangères qui fut distingué par le Nobel de la paix, le dit clairement : « Une paix durable et le bien-être des nations sont indissociablement reliés à la convivialité, l’équité, l’égalité et le degré maximum praticable de liberté dans le commerce international. » Un Accord général sur les tarifs et le commerce (GATT, selon l’acronyme anglais) est signé en 1947. Mais seuls les pays occidentaux jouent le jeu, avec quelques autres pays (Japon, Afrique du Sud). La guerre froide limite les échanges. Le commerce remonte autour de 35 % du PIB mondial au milieu des années 1980, à peine au-dessus de son niveau du début du siècle.

Commerce mis en boîte

La donne change avec l’ouverture de la Chine puis la chute du rideau de fer. La plupart des pays assouplissent alors leurs règles pour devenir des acteurs à part entière du commerce mondial. Et les coûts des échanges chutent fortement avec les progrès de la logistique, pointe Doug Irwin

Le commerce est alors mis en boîte, ou plutôt en conteneurs. Les voitures, auparavant chargées une par une dans un navire par une grue, rentrent désormais par milliers dans d’immenses ferries. Le fret aérien est lui aussi mis en boîte, rationalisé, optimisé. Les échanges connaissent une formidable accélération – l’économiste Dani Rodrik parle d’hypermondialisation. Le poids des échanges dans le PIB a presque doublé en vingt ans, atteignant 60 % en 2008. Depuis la crise financière, le vent a de nouveau tourné. La géopolitique reprend l’ascendant côté commercial (Trump, Brexit, crise sanitaire...) et même côté militaire (guerres). Le poids des échanges ne progresse plus. Avec cette grille de lecture, l’avenir de la mondialisation des marchandises devient plus lisible. Son moteur politique a été mis à l’arrêt par les tensions entre pays, nombreuses, profondes et durables. La taxation américaine des voitures chinoises n’est qu’un jalon sur une longue route. Ce moteur risque même de repartir en marche arrière. Les résistances sont toutefois fortes car les pays sont très dépendants les uns des autres après des décennies d’échanges débridés. La vague technologique, elle, semble avoir épuisé son énergie. Mais personne n’imaginait il y a un demi-siècle que le conteneur allait changer à jamais le commerce mondial. La mondialisation n’a pas fini de nous surprendre.

Source : Les Echos

ÉGYPTE

QatarEnergy renforce sa présence dans l'exploration en mer

QatarEnergy a annoncé une entente avec ExxonMobil, ciblant l'acquisition de 40 % dans le bloc NorthMarakia, un site d'exploration, situé en mer Méditerranée. Le groupe pétrogazier public QatarEnergy a annoncé qu'il va s'offrir des intérêts dans deux blocs d'exploration pétrogazière, à savoir les concessions Le Caire et Masry, situées dans les eaux territoriales de l'Égypte, en mer Méditerranée. Ce développement intervient dans le cadre d'un accord d'amodiation conclu entre la compagnie qatarie et la multinationale américaine ExxonMobil et dont les termes prévoient que QatarEnergy acquiert 40 % de participation directe dans chacune de ces zones d'intérêts. Pour sa part, ExxonMobil conserve son statut d'opérateur en plus des 60 % des droits restants des sites dont elle a obtenu l'octroi l'année dernière. Aucun détail financier n'a été précisé et cette transaction reste soumise au feu vert des autorités égyptiennes. « Nous sommes impatients de travailler avec notre partenaire stratégique à long terme ExxonMobil, ainsi qu'avec l'Egyptian Natural Gas Holding Company (EGAS) et le ministère égyptien du Pétrole et des Ressources minérales, dans cette région prometteuse et pleine d'avenir », a déclaré Saad Sherida Al-Kaabi, le ministre d'État pour les Affaires énergétiques et PDG de QatarEnergy. Outre les blocs offshore Le Caire et Masry qui couvrent ensemble une superficie d'environ 11 400 km² pour des profondeurs d'eau comprises entre 2 000 et 3 000 m, l'entreprise pétrolière publique qatarie détient notamment en Égypte, des intérêts dans l'exploration des blocs 3 et 4 situés en mer Rouge. L'acquisition de ces nouvelles participations consolide la présence de QatarEnergy dans le pays maghrébin tout en soutenant la politique d'expansion de la compagnie sur le continent africain où elle a acquis en mars aux côtés de TotalEnergies, des intérêts dans le bloc d'exploration 3B/4B, situé au large de l'Afrique du Sud. Ceci, en plus de ses intérêts en Namibie.

TUNISIE

La transition énergétique, levier de croissance et de création de richesse

Le Groupement professionnel des énergies renouvelables de la Conect vient d'organiser une rencontre pour débattre des résultats de la consultation nationale sur la transition énergétique, récemment menée sur le territoire national. L'objectif est d'identifier les obstacles que rencontre le secteur énergétique et d'approfondir la réflexion sur les stratégies à adopter pour faire de la transition énergétique un levier de croissance et de création de richesse.

Selon la note portant sur « la consultation nationale sur la transition énergétique: pour le renforcement de l'écosystème national », élaborée par Chekib Ben Mustapha, membre du Bureau exécutif de la Conect, la forte baisse de la production d'hydrocarbures depuis 2011 a entraîné un déficit énergétique qui constitue aujourd'hui un des principaux défis de l'économie tunisienne. Le taux d'indépendance énergétique s'est ainsi dégradé de 93% en 2010 à 48% en 2023 et pourrait, selon certaines études, atteindre 30% en 2030. De grands espoirs se focalisent aujourd'hui sur l'adoption accrue des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie primaire pour la production d'électricité. La Tunisie bénéficie, dans ce cadre, d'un potentiel important estimé à

280 GW pour l'énergie solaire et à 10 GW pour l'éolien. Les politiques publiques ont été axées sur la transition énergétique depuis 2009. La première stratégie détaillée a été présentée en 2015 avec le Plan solaire tunisien (PST), prévoyant l'installation, à l'horizon 2030, d'une capacité additionnelle de 3.815 MW en énergies renouvelables. A cet effet, un cadre réglementaire, institutionnel et incitatif spécifique, élaboré pour promouvoir les énergies renouvelables, a été mis en place au cours des années suivantes. Etat d'avancement des projets Les réalisations du régime de l'autoconsommation sont très encourageantes. Le projet Prosol fournit une puissance cumulée des systèmes PV installées de 217 MW en 2023, avec une croissance moyenne de 21%, sur

la période 2017-2023. Il sera renforcé par les deux nouveaux programmes d'inclusion énergétique (Prosol social et Prosol économique). Il faut y ajouter les réalisations dans le cadre de l'autoproduction des entreprises économiques qui totalisent, à fin janvier 2024, 314 projets solaires PV d'autoproduction en MT approuvés par la Cter pour une puissance globale de 112 MW, réalisés essentiellement dans le secteur agricole. La finalisation, en décembre 2023, des derniers textes d'application pour la mutualisation des efforts dans le cadre de SPV permettra d'accélérer la cadence de cette catégorie de projets. Ces différentes réalisations ont permis la création d'un véritable écosystème national du photovoltaïque avec plus de 6.000 emplois.

MAURITANIE

Formation en Gestion Financière pour les TPE/PMI

Une session de formation en gestion financière et l'accès au financement pour les TPE/PMI, organisée par la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Mauritanie (CCIAM) en collaboration avec la Société Financière Internationale de la Banque Mondiale (IFC) a démarré ce lundi à Nouakchott. Ouvrant la session, le secrétaire général du ministère du Commerce, de l'Industrie, de l'Artisanat et du Tourisme, M. Amadou El Hadj Gaye, a indiqué que cette session de formation, qui est fort utile et d'actualité, s'inscrit en droite ligne des préoccupations et priorités des pouvoirs publics en matière de développement. Il a ajouté qu'en choisissant de s'engager résolument dans la voie du libéralisme et de l'économie de marché, les pouvoirs publics se désengagent des fonc-

tions productives au profit du privé, expliquant que ceci ressemblait à une véritable gageure eu égard à la possibilité modeste du secteur privé encore jeune et inexpérimenté et aussi à l'immensité de la tâche à laquelle il est censé faire face. Mais quoi qu'il en soit l'approche suivie dénote déjà d'une bonne compréhension de la problématique et préfigure des solutions, a-t-il assuré. De son côté, le secrétaire général de la CCIAM, M. Wane Abdoul Aziz, a indiqué que le lancement du programme de formation en gestion financière en faveur de 250 entreprises est une initiative qui découle d'un partenariat entre la CCIAM et une société financière internationale pour accompagner ensemble les entreprises mauritanienne dans leur quête de croissance et permettre de soutenir plusieurs entreprises et de for-

mer de nombreux jeunes pour améliorer leur employabilité. M. Wane Abdoul Aziz a souligné que l'objectif de stimuler la croissance et la compétitivité de nos TPE/PME est au centre des préoccupations du Président de la République, Son Excellence Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, qui a pris des mesures concrètes pour soutenir les jeunes et les femmes en vue de les encourager à s'engager dans l'entrepreneuriat pour assurer la croissance économique et assurer leur pleine insertion. La Chambre de Commerce de par son statut d'interface public-privé, n'a de cesse d'ouvrir à l'amélioration des compétences requises pour non seulement impulser la culture entrepreneuriale mais surtout pour accompagner les entreprises formelles ou informelles dans leur quête de savoir-faire et leur gestion au

quotidien et les choix stratégiques de développement de leurs activités, a conclu le secrétaire général. Pour sa part, Mme. Sonja Astflack, membre du groupe de la Banque Mondiale, responsable des stratégies dans la région du Sahel, a souligné que c'est un moment très spécial de lancer plusieurs projets au Mali, au Burkina Faso, au Tchad et aujourd'hui en Mauritanie pour la formation et le financement pour des TPE/PMI. Cette formation permettra d'améliorer la bonne gouvernance des entreprises mauritaniennes, a-t-elle fait remarquer. La cérémonie s'est déroulée en présence du secrétaire général du ministère de l'emploi et de la formation professionnelle, le président du centre de médiation et d'arbitrage en Mauritanie, et des plusieurs cadres concernés.

ÉTATS-UNIS -ARABIE SAOUDITE

Sur le point de conclure un accord bilatéral

Les États-Unis et l'Arabie saoudite sont proches d'un accord final sur un accord bilatéral après que le conseiller à la sécurité nationale des États-Unis a fait des progrès significatifs dans les discussions avec les Saoudiens au cours du week-end, a déclaré la Maison Blanche lundi. Le porte-parole de la Maison Blanche pour la sécurité nationale, John Kirby, a déclaré que les deux parties étaient "plus proches que nous ne l'avons jamais été" d'un accord qui est maintenant "presque définitif".

Les négociateurs américains et saoudiens cherchent à achever les travaux sur un accord bilatéral qui demanderait probablement des garanties formelles de la part des États-Unis pour défendre le royaume ainsi que l'accès des Saoudiens à des armements américains plus avancés, en échange de l'arrêt des achats d'armes chinoises et de la restriction des investissements de Pékin dans le pays. Le conseiller à la sécurité nationale de la Maison Blanche, Jake Sullivan, s'est entretenu avec le prince héritier saoudien Mohammed bin Salman et d'autres res-

pensables saoudiens au cours du week-end, et des progrès ont été réalisés, a indiqué M. Kirby. L'accord de sécurité américano-saoudien devrait également impliquer le partage de technologies émergentes avec Riyad, notamment l'intelligence artificielle. Une fois l'accord conclu, il ferait partie d'un vaste accord présenté au Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu pour qu'il décide s'il doit faire des concessions pour garantir un accord de normalisation des relations avec l'Arabie saoudite.

M. Kirby a déclaré que le calendrier d'un accord entre les États-Unis et l'Arabie saoudite n'était pas clair. Il a ajouté que l'objectif ultime de M. Biden était la création d'un État palestinien, mais qu'Israël étant en guerre contre le groupe militant palestinien Hamas à Gaza, il était peu probable qu'un accord sur la création d'un État soit conclu dans un avenir proche. "Bien sûr, le président reste attaché à une solution à deux États. Il reconnaît que ce n'est pas quelque chose que nous verrons à l'avenir", a-t-il déclaré.

RISQUE SOUVERAIN

La Côte d’Ivoire, deuxième pays subsaharien le mieux noté

Standard & Poor’s Global Ratings s’attend à ce que l’augmentation des exportations de matières premières durant les 24 prochains mois conduise à une importante réduction des déséquilibres extérieurs et budgétaires du pays.

La Côte d’Ivoire vient de ravir à l’Afrique du Sud le titre de pays présentant le deuxième meilleur profil de risque souverain en Afrique subsaharienne en ce qui concerne les encours de la dette extérieure. L’agence de notation Standard & Poor’s Global Ratings a confirmé, le vendredi 17 mai 2024, la note de la Côte d’Ivoire à « BB- » sur les emprunts à long terme en devises étrangères, tout en relevant les perspectives de cette note de « stables » à « positives ». Cela traduit une forte probabilité de relèvement de la note souveraine du premier producteur mondial de cacao, durant les prochains mois. L’Afrique du Sud est quant à elle notée « BB- », avec perspectives « stables » par S&P Global Ratings alors que le Botswana (« BBB+ », avec perspectives stables) reste le pays le mieux noté en Afrique subsaharienne. « La trajectoire de la notation de la Côte d’Ivoire au cours des dix dernières années a

été impressionnante, reflétant le redressement économique du pays pendant cette période durant laquelle les notes de nombreux pays africains ont été dégradées », a déclaré Samir Gadio, responsable de la stratégie Afrique chez StandardChartered, cité par Bloomberg. En janvier dernier, la Côte d’Ivoire a mis fin à près de deux ans d’exclusion de l’Afrique subsaharienne des marchés internationaux de la dette en émettant 2,6 milliards de dollars d’euro-obligations. Le Fonds monétaire international (FMI) s’attend à ce que l’économie ivoirienne enregistre une croissance de 6,5 % en 2024 contre 6,2 % en 2023. S&P a précisé qu’elle prévoit une augmentation des exportations de matières premières du pays au cours des deux prochaines années, malgré la récente baisse de la production cacaoyère. « Les perspectives positives reflètent notre

opinion selon laquelle l’augmentation des exportations de matières premières au cours des 24 prochains mois pourrait conduire à une réduction plus importante des déséquilibres extérieurs et budgétaires que dans notre scénario de base », a expliqué Sébastien Boireux, analyste principal du crédit, cité dans le communiqué publié par l’agence de notation américaine. « Cela pourrait s’accompagner d’une forte croissance du PIB, tirée par la mise en œuvre de réformes économiques, le soutien des bailleurs de fonds et la stabilité monétaire et politique », a-t-il ajouté. La Côte d’Ivoire a conclu récemment deux accords de financement d’un montant global de 4,8 milliards de dollars avec le FMI au titre du mécanisme élargi de crédit (MEDC), de la facilité élargie de crédit (FEC) et de la facilité pour la résilience et la durabilité (FRD).

GHANA

Plusieurs entreprises en lice pour la construction de la première centrale nucléaire du pays

Le Ghana et d’autres pays africains envisagent de plus en plus la possibilité de recourir à l’énergie nucléaire pour combler les déficits d’approvisionnement en électricité. Selon des informations relayées par Reuters, le Ghana choisira d’ici décembre 2024 une entreprise pour construire sa première centrale nucléaire et parmi les candidats en lice, le français EDF, les américains NuScale Power et Re-

gnumTechnology Group, ou encore la China National Nuclear Corporation. La société sud-coréenne Kepco ainsi que la russe Rosatom, font également partie des candidats pour le contrat qui devrait s’étaler sur la prochaine décennie, selon les déclarations de Robert Sogbadji, directeur adjoint au ministère de l’Énergie chargé du nucléaire et des énergies alternatives. « Le cabinet approuvera le choix final. Il peut s’agir

d’un seul fournisseur ou de deux pays, cela dépendra du modèle financier et des détails techniques », a précisé le responsable à Reuters le 20 mai. Toujours selon M. Sogbadji, le Ghana a pour objectif d’ajouter environ 1 000 MW d’électricité d’origine nucléaire à son mix électrique d’ici 2034. Le pays est actuellement confronté à des coupures de courant sévères et dispose d’une capacité

installée de 5 454 MW, dont seuls quelque 4 483 MW sont disponibles. À l’image du Ghana, d’autres pays africains veulent miser sur le nucléaire civil pour augmenter leurs capacités électriques. C’est le cas du Burkina Faso, de l’Ouganda et surtout de l’Égypte. Cette dernière disposera bientôt d’une centrale nucléaire d’une puissance de 4 800 MW qui est en cours de construction par le russe ROSATOM.

POUR ÉTENDRE SON RÉSEAU SGR

Le Kenya obtient un financement de China Exim Bank

L’extension du chemin de fer s’inscrit dans la vision du Kenya de consolider sa position de principal hub portuaire et logistique d’Afrique de l’Est, statut âprement disputé par la Tanzanie qui exécute actuellement l’un des plus importants projets de voie ferrée d’Afrique. Le Kenya a annoncé avoir obtenu de la China Exim Bank du financement supplémentaire pour l’extension de son réseau SGR qui devrait rallier

l’Ouganda. D’après le ministre des Transports, Kipchumba Murkomen, le financement dont le montant n’a pas été dévoilé sera complété par le Fonds de développement ferroviaire du Kenya et la Banque africaine de développement (BAD). Les 2 pays recherchent aussi des partenaires privés pour financer la construction de certains tronçons. Selon un planning dévoilé par le ministère des Transports, les travaux

devraient reprendre en juillet sur les sections 2B et 2C, dont la construction estimée à 5,3 milliards USD avait été suspendue faute de financement. Ce projet de chemin de fer binational vise améliorer l’accessibilité au port de Mombasa pour les importations et exportations des pays voisins enclavés, notamment l’Ouganda dont les relations commerciales avec le Kenya sont historiques.

La Chine, bailleur initial du projet, s’était désistée après la phase 1 dont qui portait sur un axe de 472 km entre Nairobi et Mombasa et un autre de 120 km entre Nairobi et Naivasha. À l’origine, le Kenya avait emprunté 5 milliards USD à l’Exim Bank pour financer la construction de ces 2 sections, mais elle s’était désengagée à cause de retards de remboursement de la dette par le gouvernement kenyan.

NIGERIA

La Banque centrale relève son taux directeur de 150 points de base pour juguler l’inflation

Alors que l’administration du président Tinubu poursuit la mise en œuvre de réformes économiques audacieuses, l’inflation a atteint son plus haut niveau au Nigeria depuis 28 ans en avril 2024, pour s’établir à 33,69 % en glissement annuel contre 33,20 % en mars. La Banque centrale du Nigeria a relevé, ce mardi 21 mai 2024, son taux directeur de 150 points de base pour tenter de freiner l’envolée de l’inflation. A l’issue de sa réunion, le comité de politique monétaire a augmenté le taux directeur pour une onzième fois consécutive à un niveau record de 26,25 % contre 24,75 % auparavant. « L’objectif principal du comité de politique monétaire lors de cette réunion est d’atteindre la stabilité des prix en utilisant efficacement les outils à la disposition de l’autorité monétaire pour maîtriser l’inflation », a déclaré le gouverneur de la Banque centrale du Nigeria, Olayemi Cardoso (photo), lors d’une conférence de presse. Pour rappel, l’institution a augmenté son taux directeur de 1475 points de base depuis le début de son cycle de resserrement monétaire entamé en mai 2022. Les poussées inflationnistes se sont accélérées dans le pays le plus peuplé du continent dans la foulée de la réduction des subventions sur les produits énergétiques et la dévaluation à deux reprises de la monnaie nationale, qui ont été décidées par l’administration du président Bola Tinubu. L’inflation a atteint son plus haut niveau depuis 28 ans en avril 2024 pour s’établir à 33,69 % en glissement annuel contre 33,20 % en mars, selon des données publiées le 15 mai 2024 par le Bureau national des statistiques (NBS). Outre les instruments de politique monétaire utilisés par la Banque centrale, le gouvernement nigérian a tenté de réduire l’impact de la hausse des prix sur la population en augmentant les salaires des fonctionnaires de 25 à 35% en avril dernier et en lançant un programme de transferts sociaux directs aux familles nécessiteuses.

NIGER

Une école du pétrole naît alors que la production de brut augmente

Alors que le Niger se prépare à commercialiser son pétrole, le pays a besoin d’une ressource humaine qualifiée pour saisir les opportunités d’emploi créées dans le secteur. Le ministre nigérien de l’Enseignement supérieur, Saïdou Mamadou a inauguré le vendredi 17 mai une école spécialisée dans la formation des métiers du pétrole et du gaz. L’école est un établissement universitaire d’enseignements technique, scientifique et professionnel, rattaché

à l’Université André Salifou de Zinder. Elle propose des formations au niveau licence, master et des diplômes d’ingénieurs afin de répondre au besoin de formation de la filière pétrole au Niger. C’est au mois de mars dernier, que le gouvernement a publié un arrêté portant création de cette école, dans un contexte particulier. Le pays, connu pour son uranium, annonçait la hausse de sa production pétrolière. Le Niger a augmenté sa production du pétrole brut de 20 000 barils

par jour à 110 000 barils par jour, soit une augmentation de 90 000 barils par jour, d’après les chiffres donnés par le gouvernement. Pour le gouvernement l’exploitation pétrolière est pleine d’espoir car, elle traîne avec elle des milliers d’opportunités d’emploi qui pourraient aider la jeunesse nigérienne à tirer profit de cette manne. L’école permettra donc de former la ressource humaine qui pourra être directement intégrée dans le projet d’exploitation pétrolière. En effet, de-

puis le lancement de ce projet, le Niger connaît un déficit de professionnels qualifiés. Ce qui avait poussé le gouvernement, en début d’année, à signer une convention avec la société West African Oil Pipeline Company qui assure la construction du pipeline Niger-Bénin. La convention consacre la mise en œuvre d’un programme de formation visant à former des étudiants nigériens au sein de la Southwest Petroleum University en Chine.

POINT-MARCHÉS

Paris se replie sous les 8100 pts, le luxe en rouge

La bourse de Paris poursuit son mouvement de contraction entamé la veille et cède 0,6%, autour des 8090 points, notamment pénalisée par le repli du secteur du luxe avec -3% pour Hermès, -1,6% pour Kering et -1,1% pour LVMH.

Après son spectaculaire redressement du début du mois de mai, le marché parisien a tendance à marquer le pas depuis une semaine, l'absence d'indicateurs économiques majeurs et de résultats de sociétés incitant les investisseurs à l'attentisme. L'effet positif des chiffres rassurants de l'inflation aux Etats-Unis et de la perspective de prochaines baisses de taux de la Fed s'étant sensiblement atténué, les intervenants ont opté pour quelques prises de bénéfices. Dans ce marché sans vraie conviction, où les traders attendent un signe leur indiquant la direction à prendre, les résultats de Nvidia - qui tomberont dans la soirée - vont constituer le grand rendez-vous de la semaine. 'Si Nvidia dépasse les attentes, ce qui est probable puisque ce fut le cas à huit reprises sur les neufs derniers résultats trimestriels, cela pourrait redonner un peu d'élan haussier au marché', prédit Christopher Dembik, conseiller en stratégie d'investissement chez Pictet AM. Les investisseurs attendent également avec impatience le compte-rendu de la

dernière réunion monétaire de la Réserve fédérale, qui sera lui aussi publié ce soir. Ces 'minutes' pourraient en effet leur fournir de précieux indices concernant le calendrier des futures baisses de taux d'intérêt à envisager aux Etats-Unis. 'Les récents commentaires venant de membres du FOMC ne montrent aucune précipitation à remettre sur la table les baisses de taux', rappellent toutefois les économistes d'Oddo BHF. 'La Fed peut sans doute patienter jusqu'à la fin de l'été afin d'y voir plus clair', ajoutent les analystes de la banque privée. Selon le baromètre FedWatch du CME Group, la probabilité d'un relèvement des taux à la rentrée est aujourd'hui estimée à 50,8%, contre 45,6% il y a un mois. L'indécision des investisseurs se traduit par ailleurs par une stabilité du rendement des bons du Trésor à dix ans, qui évolue autour de 4,44%, tandis que son équivalent allemand est à 2,53%. Du côté des devises, les échanges sont eux aussi sans relief, avec un euro stable face au billet vert à 1,085\$/E. Le marché pétrolier fait toujours preuve de faiblesse en attendant la parution, dans

l'après-midi, des stocks hebdomadaires de brut aux Etats-Unis. Le Brent recule actuellement de 1% vers 81,6 dollars. Dans l'actualité des sociétés françaises, Schneider Electric annonce l'achèvement de ses discussions préliminaires avec Bentley Systems en vue d'une potentielle transaction stratégique, les deux groupes ayant mutuellement convenu de ne pas procéder à une telle transaction. LVMH annonce élargir son partenariat avec Alibaba pour 'repousser les limites de l'expérience du luxe en Chine, en s'appuyant sur les technologies cloud d'Ali-

baba, à travers des innovations dans le retail, alimentées par l'IA et le site e-commerce Tmall'. Bouygues Construction annonce que sa filiale marocaine Bymaro réalisera la construction de l'hôpital universitaire international Mohammed VI à Rabat, hôpital dont la livraison est prévue pour septembre 2025, pour un montant de près de 450 millions d'euros. Enfin, Renault a annoncé mercredi l'ouverture des commandes en France pour son nouveau Symbioz, un véhicule compact positionné sur l'entrée du segment C.

La Bourse de Tokyo sur ses gardes avant les résultats de l'américain Nvidia

La Bourse de Tokyo reculait mercredi 22 mai dans la matinée, lestée en particulier par le secteur des semi-conducteurs alors que les investisseurs préféraient rester prudents en amont de l'annonce attendue mercredi des résultats du géant du secteur, l'américain Nvidia. L'indice vedette Nikkei perdait 0,7% à 38.674,74 points et l'indice élargi Topix lâchait 0,44% à 2.747,45 points vers 00h40 GMT. «Les actions japonaises liées aux semi-conducteurs utilisent les résultats de Nvidia comme un indicateur», a commenté Ryuta Otsuka de Toyo Securities, cité par l'agence Bloomberg. «Après les résultats de Nvidia, la volatilité du marché est susceptible d'augmenter, ce qui rend difficile d'investir aujourd'hui.» Semi-conducteurs en demi-forme

Les valeurs nippones liées à l'industrie des semi-conducteurs souffraient avant Nvidia, tout comme celles de Wall Street la veille: Tokyo Electron reculait de 1,65%, Advantest de 1,64% et Screen Holdings de 0,69%. Le pétrole en repli Le dollar était stable à 156,18 yens vers 00h45 GMT contre 156,17 yens mardi à 21h00 GMT. L'euro s'appréciait par rapport à la monnaie japonaise, à 169,60 yens contre 169,50 yens la veille. La devise européenne était quasi stable face au billet vert, à raison d'un euro pour 1,0860 dollar contre 1,0854 dollar mardi à 21h00 GMT. Les prix du pétrole reculaient en Asie: vers 00h40 GMT, le baril de WTI américain perdait 0,61% à 78,18 dollars et le baril de Brent de la mer du Nord cédait 0,51% à 82,46 dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 22 Mai 2024
Valeur : 24 Mai 2024

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.3378	134.3528
1	EUR	EURO		145.8371	145.8668
1	GBP	POUND STERLING		171.2182	171.3247
100	JPY	JAPANESE YEN		85.8828	85.9088
1	CNY	CHINESE YUAN		18.5557	18.5583
1	CHF	SWISS FRANC		147.1550	147.1876
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		98.3439	98.3837
1	DKK	DANISH KRONE		19.5454	19.5488
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.5612	12.5643
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.5826	12.5870
1	AED	UAE DIRHAM		36.5704	36.5825
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8177	35.8236
1	KWD	KUWAITI DINAR		437.7250	437.9166
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.8963	43.3275
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.5477	13.5492
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4439	27.5844
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5371	3.5375
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.0042	178.0042

NOUVEAUX RECORDS POUR LE NASDAQ ET LE S&P 500

Wall Street termine en hausse

La Bourse de New York a terminé en hausse, mardi, et signé de nouveaux records sur un marché dépourvu de nouvelles fraîches mais qui se laisse dériver vers le haut. Le Dow Jones a grignoté 0,17%. L'indice Nasdaq et l'indice élargi S&P 500 ont respectivement pris 0,22% et 0,25%, pour établir chacun un nouveau sommet historique. Les plus grosses pondérations du Dow Jones (16% de l'indice à elles deux), UnitedHealth (+1,22%) et Goldman Sachs (+1,61%), ont brillé, de même que les capitalisations technologiques géantes côté Nasdaq. Microsoft (+0,87%) a atteint un nouveau record en clôture, et pèse désormais 3.189 milliards de dollars de capitalisation. Sa valorisation boursière a quasiment décuplé en dix ans. La vague de nouvelles offres lancées depuis dix jours par les vedettes de l'intelligence artificielle (IA) générative, que ce soit Microsoft, mais aussi Google (+0,61% pour Alphabet) ou OpenAI, a redonné un coup de fouet au secteur en Bourse. À l'inverse, moins présents sur le segment des produits de grande consommation labellisés IA, Amazon (-0,21%) et Meta (-0,90%) sont restés

en retrait bien qu'investissant également des milliards dans cette technologie.

Les résultats de Nvidia attendus

Pour Jack Ablin, de Cresset Capital, ce regain d'euphorie va être mis à l'épreuve des résultats de la superstar de l'IA, le concepteur de semi-conducteurs Nvidia, attendus mercredi après Bourse. «Cela sera un bon indicateur de la marge de progression que conservent encore les valeurs de l'IA», selon l'analyste. Signe de l'humeur légère de la place new-yorkaise, l'indice VIX, qui mesure l'anxiété des investisseurs, est descendu mardi à son plus bas depuis cinq mois. Pour Jack Ablin, le marché est allé trop haut et est en surchauffe. «Si on compare les prix des actions à ceux des obligations, elles sont probablement au plus haut depuis la crise financière.» Sur le marché obligataire, les taux se détendaient légèrement. Le rendement des emprunts d'État américains à 10 ans pointait à 4,41%, contre 4,44% en clôture la veille. Deux membres de la banque centrale américaine (Fed), le gou-

verneur Christopher Waller et le président de l'antenne d'Atlanta Raphael Bostic ont estimé, mardi, que les récents indicateurs incitaient à l'optimisme, mais que des baisses de taux n'étaient pas à attendre avant plusieurs mois. À la cote, Tesla s'est cabré (+6,66%) après qu'un cadre du groupe a indiqué que le constructeur comptait démarrer en 2026 les livraisons en série de son camion électrique, dont il espère vendre, en vitesse de croisière, 50.000 unités par an. La banque JPMorgan Chase s'est redressée (+2,01%) après un décrochage.

Croissance des ventes chez Lowe's

Lundi, durant la journée investisseurs, le PDG Jamie Dimon a confié qu'il se voyait quitter ses fonctions dans moins de cinq ans, alors qu'il éludait systématiquement la question jusqu'ici. Il n'a, pour autant, pas donné de calendrier plus précis. Les opérateurs ont bien réagi à quelques nouvelles positives venues de la grande distribution, alors que la conjoncture se dégrade progressivement aux États-Unis. La chaîne de grands magasins Macy's a capitalisé (+5,13%)

sur un bénéfice net supérieur aux attentes et le relèvement de sa prévision annuelle. Engagé dans une profonde restructuration, qui inclut notamment la fermeture de nombreux sites pour se concentrer sur les plus profitables, l'enseigne est parvenu à faire baisser ses coûts, opérationnels et administratifs. Autre bonne surprise, celle de la chaîne d'articles de bricolage Lowe's, qui a dépassé les attentes, notamment grâce à une croissance de ses ventes chez les professionnels et une accélération du commerce en ligne. Mais les investisseurs ont sanctionné le titre (-1,88%) car ils s'inquiètent de voir le chiffre d'affaires se contracter pour le sixième trimestre de suite. Cette évolution contraste avec le géant des hypermarchés Walmart (+1,51%), qui tire partie de l'accent mis par les consommateurs sur les prix bas. L'action a fini à un record historique. Trump Media and Technology Group, la start-up de l'ancien président Donald Trump dans les médias, a souffert (-8,66%) après la publication de résultats peu reluisants. Au premier trimestre, TMTG n'a dégagé qu'un chiffre d'affaires de 770.500 dollars pour une perte nette de 328 millions.

FACE AUX ETATS-UNIS

Le risque de déclassement de l'Europe inquiète les économistes

Le décrochage économique de l'Europe face aux Etats-Unis s'accroît dans les technologies et la recherche et développement, alerte l'OFCE. Face au risque de déclassement, les économistes appellent à un sursaut d'investissements dans l'innovation sur le Vieux continent.

Le fossé entre l'Europe et les Etats-Unis ne cesse de se creuser. Au début des années 2000, le PIB par habitant en zone euro était de 33.500 euros contre 43.700 euros aux Etats-Unis. Vingt ans plus tard, le revenu par habitant sur le Vieux continent atteint à peine 39.600 euros contre 54.800 euros de l'autre côté de l'Atlantique. Comment expliquer un tel décrochage ? La plus faible croissance économique en zone euro peut certes expliquer une partie du différentiel avec la première puissance économique mondiale. Mais cet indicateur ne prend pas en compte les effets dévastateurs à plus long terme des différents chocs des deux dernières décennies sur l'économie. Ce que les économistes appellent « les effets d'hystérèse ». La crise financière de 2008, la crise des dettes souveraines de 2012, la pandémie et le choc énergétique ont laissé de profondes traces sur le tissu productif en zone euro. Aux Etats-Unis, ces différentes crises ont également laissé des stigmates sur l'économie. Mais les politiques budgétaires et monétaires menées outre-Atlantique ont permis aux différents moteurs de l'économie de repartir plus vite.

En Europe, l'inquiétante chute des gains de productivité

Outre ces facteurs, les moindres gains de productivité en zone euro pourraient contribuer amplement à creuser l'écart avec les Etats-Unis, selon une note très détaillée de l'OFCE dévoilée ce 16 mai. De l'autre côté de l'Atlantique, la croissance de la productivité a augmenté de 1,5% par an contre 0,8% seulement en zone euro entre 2000 et 2019. « Pour combler ce retard, il est nécessaire pour les pays de la zone euro de stimuler leurs gains de productivité horaire en adoptant une politique plus ambitieuse d'innovation, de concurrence, de flexisécurité et de formation professionnelle. Ces politiques sont d'autant plus cruciales qu'elles sont nécessaires pour

réussir la transition technologique (automatisation, numérisation, IA) et écologique de nos économies », explique à La Tribune, Sébastien Bock, économiste à l'OFCE. En Europe, le décrochage de la productivité peut s'expliquer par un déficit d'investissements criant dans la recherche et développement, les logiciels et les technologies de l'information et de la communication (TIC). Sur les TIC par exemple, l'économie américaine fait deux fois plus d'efforts en pourcentage de la valeur ajoutée que la zone euro dans les équipements informatiques et de communication. Dans leur note, les économistes ont calculé que la somme investie par emploi dans les TIC était de 500 à 700 euros par an en zone euro contre 2.500 euros aux Etats-Unis. Sur la question des TIC, les économistes sont particulièrement inquiets. « À l'heure où tous les observateurs et experts voient la croissance économique future reposer sur l'utilisation accrue des technologies digitales, notamment par le développement de l'intelligence artificielle et de l'ordinateur quantique, on doit se poser la question de savoir si le retard européen n'atteint pas des niveaux très handicapants pour la croissance future », expliquent les chercheurs. Concernant la recherche et développement, il faut dire que les mastodontes de la Tech aux Etats-Unis investissent des sommes colossales. En 2022, Alphabet a investi autant (25 milliards de dollars) que l'ensemble des entreprises du privé en France. Sur le Vieux continent, l'absence d'entreprise leader dans le domaine des services numériques limite les investissements en R&D et en équipements numériques, pointent les économistes.

Un déficit de 630 milliards d'euros d'investissements privés en zone euro

Comblent le retard avec les Etats-Unis représentent un défi colossal pour les Etats de la zone

euro. D'après les calculs des économistes, il faudrait que l'Europe investisse une enveloppe de 630 milliards d'euros (soit 5% du PIB) chaque année dans les TIC, la recherche et développement et les logiciels pour rattraper son retard. S'agissant de la France, cela signifie que le secteur privé devrait investir 61 milliards d'euros supplémentaires. Quant à l'Allemagne, les entreprises devraient injecter 57 milliards d'euros par an. Face au risque de « déclassement technologique », la zone euro va devoir muscler ses efforts, alertent les économistes. Dans l'Hexagone, les débats sur l'efficacité des leviers budgétaires censés doper l'innovation ressurgissent régulièrement. « Il est essentiel d'accroître l'efficacité des dépenses en ciblant mieux les dispositifs d'incitation à l'innovation », préconise Sébastien Bock.

En zone euro, une croissance trois fois moins rapide qu'aux US en 2024

Bruxelles table sur une hausse du PIB de 0,8% cette année puis 1,4% l'an prochain dans la zone euro dans ses dernières prévisions dévoilées cette semaine. La Commission attend pour l'ensemble de l'UE une croissance de 1% en 2024 puis 1,6% en 2025, globalement en ligne avec ses anticipations antérieures. Mais l'Allemagne continue de tirer l'Europe vers le bas. Sa croissance serait encore quasi nulle cette année (+0,1%) alors que Bruxelles tablait en février sur 0,3%. Elle enregistrerait un rebond l'an prochain avec une progression du PIB attendue à 1%, mais là aussi moins que le chiffre de 1,2% prévu jusqu'ici. La France s'en sort mieux mais sa croissance serait également moins forte que prévu à 0,7% en 2024, comme en 2023, au lieu de 0,9% annoncé en février, et 1,3% (chiffre inchangé) en 2025. Aux Etats-Unis, la croissance du PIB devrait accélérer à 2,4%, selon la Commission européenne, soit un rythme trois fois plus rapide qu'en zone euro.

ETATS-UNIS

L'administration Biden vend des réserves d'essence et espère faire baisser les prix à la pompe

Cette démarche intervient juste avant le long week-end férié de Memorial Day qui marque aux Etats-Unis le début officiel de l'été et des déplacements en voiture. L'administration Biden a pris l'initiative mardi de vendre des réserves d'essence dans l'espoir de faire baisser les prix à la pompe juste avant la saison estivale des départs en voiture aux Etats-Unis et à quelques mois de l'élection présidentielle. Le ministère américain de l'Energie a annoncé qu'il mettait en vente un million de barils d'essence issus de ses réserves conservées dans le nord-est, une initiative "stratégiquement choisie pour maximiser l'impact sur les prix à la baisse, au moment où les Américains prennent le volant", indique un communiqué du gouvernement. Cette démarche intervient juste avant le long week-end férié de Memorial Day qui

marque aux Etats-Unis le début officiel de l'été et des déplacements en voiture. "Avec Memorial Day qui arrive et le début de la saison des déplacements, l'administration Biden-Harris prend l'initiative de baisser les coûts de l'essence en vendant un million de barils", a expliqué la porte-parole de la Maison Blanche Karine Jean-Pierre. Pour Patrick De Haan, analyste chez Gas-Buddy, cette mise à disposition sur le marché "devrait avoir un impact mineur sur les prix à la pompe au niveau national, mais cela peut exercer une légère pression à la baisse dans le Nord-Est". L'analyste a rappelé qu'un million de barils d'essence correspondait à seulement 2,7 heures de consommation nationale d'essence. Phil Flynn de Price Futures Group a relevé le calendrier bien pensé de cette décision, "juste avant la saison des déplacements

et avant une élection". S'exprimant devant un palais de justice de Manhattan, Donald Trump - actuellement jugé pour paiements dissimulés à une star de films X en 2016 - a dénoncé cette décision comme un stratagème électoral de Joe Biden. Ces réserves d'essence conservées dans le Nord-Est avaient été constituées par le président Barack Obama en 2014 après la catastrophe de l'ouragan Sandy. La tempête avait entraîné des problèmes d'approvisionnement en carburant. La cession de ces stocks d'essence avait été requise par un accord budgétaire voté cette année. L'initiative a fait un peu fléchir les cours du brut sur le marché pétrolier mardi. Le prix moyen du gallon d'essence aux Etats-Unis (3,78 litres) se situait à 3,59 dollars contre 3,53 dollars il y a un an, selon l'association automobile AAA.

ROYAUME-UNI

Fort ralentissement de l'inflation en avril à 2,3%

Au-delà de la chute des tarifs réglementés de l'électricité, l'Office national des statistiques (ONS) précise que les prix des denrées alimentaires ont également marqué un net repli, partiellement éclipsé par "un léger rebond de ceux du carburant" en avril. L'inflation britannique a marqué un fort ralentissement en avril, tombant à 2,3% sur un an, au plus bas depuis juillet 2021, principalement grâce à une chute des tarifs réglementés de l'électricité au Royaume-Uni, d'après l'ONS mercredi. L'Office national des statistiques (ONS) précise que les prix des denrées alimentaires ont également marqué un net repli, partiellement éclipsé par "un léger rebond de ceux du carburant" en avril. Le mois précédent, l'inflation atteignait encore 3,2% sur un an. Le chiffre d'avril se rapproche de la cible de la Banque d'Angleterre, à savoir 2%, mais les économistes soulignent que le recul enregistré est malgré tout moins important qu'attendu. "Sous les taux de la zone euro et des Etats-Unis" Pour la maison de recherche Capital Economics, cela rend "une baisse de taux d'intérêt en juin peu probable et soulève des doutes pour août également". Elle relève toutefois que l'inflation au Royaume-Uni est maintenant "sous les taux de la zone euro et des Etats-Unis". L'inflation britannique est restée longtemps la plus élevée du G7 après la pandémie, montant jusqu'à 11% fin 2022, causant une grave crise du pouvoir d'achat. C'est l'une des principales épines dans le pied du gouvernement conservateur en campagne en vue des législatives attendues cet automne. Les conservateurs sont pour l'instant largement distancés dans les sondages par l'opposition travailliste. Le Trésor britannique s'est toutefois félicité mercredi en écrivant sur le réseau social X (ex-Twitter) le nouveau chiffre accompagné d'un commentaire : "continuons d'appliquer notre plan" d'action contre l'inflation.

BMW NEUE KLASSE

BMW prépare l'avenir

La marque munichoise prépare son passage au tout électrique avec application. On sait déjà que deux modèles électriques sont en préparation et qu'ils utiliseront la nouvelle plateforme baptisée « Neue Klasse ». Est-ce pour autant que BMW va arrêter de produire des véhicules thermiques ? Non, puisque sur certains marchés, ces modèles seront indispensables et qu'il faut que la marque allemande puisse tenir jusqu'à l'arrêt des ventes de modèles thermiques neufs en Europe en 2035.



La nouvelle plateforme « Neue Klasse » (pour nouvelle classe en référence aux berlines et coupés BMW des années soixante) conçue par BMW est optimisée pour les véhicules 100 % électriques. Ce qui ne veut pas dire que seuls des véhicules électriques à batterie y auront droit puisque cette base technique est également multi-énergies. Elle peut donc accueillir des motorisations thermiques qui seront sans aucun doute électrifiées, même si dans un premier temps BMW va se contenter d'améliorer sa plateforme CLAR (ainsi que d'autres bases techniques) pour les modèles thermiques. Parallèlement à l'arrivée de la nouvelle base technique, la marque munichoise travaille aussi sur l'hydrogène (depuis 2006 avec l'Hydrogen 7 une BMW Série 7 équipée d'un V12) et compte employer cette énergie avec une pile à combustible comme sur le BMW iX5 Hydrogen dont 100 exemplaires sont sur la route depuis 2023 pour servir de véhicule d'essai et de démonstration. La plateforme « Neue Klasse » est optimisée pour les véhicules électriques et intègre dans sa structure les batteries. Des batteries dont la capacité varie de 75 à 150 kWh et qui ont comme particularité de disposer de cellules cylindriques développées spécialement par BMW et qui dans un même encombrement disposent de 30 % d'énergie en plus par rapport aux cellules prismatiques. La base « Neue Klasse » dispose également d'une architecture électrique en 800 volts avec une puissance maximale de 270 kW en charge rapide. BMW annonce que l'on pourra augmenter l'autonomie du véhicule de 300 km en une dizaine de minutes en cas de charge sur un superchargeur à courant continu, tandis que l'autonomie entre deux charges pourrait être de 1 000 km avec les batteries les plus performantes. Enfin, cette nouvelle plateforme peut accueillir des groupes motopropulseurs de forte puissance puisque celle-ci pourra être de 268 ch au mini et 1 341 ch au maxi. BMW travaille aussi sur la réduction des frottements (friction des freins, résistance au

roulement de pneumatiques), mais aussi sur le poids, avec des éléments de carrosserie ou de structure en matériaux composites, mais aussi en réduisant le nombre d'éléments composants l'auto. Prochainement deux modèles vont disposer de cette plateforme « Neue Klasse ». En effet après le nouveau SUV électrique BMW iX3 (qui poursuit ses essais) et sera lancé en 2025, on attend l'inédite BMW i3 qui devrait arriver au début de 2026 et qui se verra déclinée en version break (Touring). L'année 2026 devrait voir également les débuts d'un SUV BMW iX4 sur base « Neue Klasse », tandis que vers la mi-2027 ce sera au tour du SUV BMW iX1 de se servir de cette plateforme. Avant la fin de la décennie, l'utilisation de la nouvelle architecture BMW va s'accélérer et de nombreux modèles vont en bénéficier. Il s'agira au départ de modèles compacts et familiaux ne dépassant pas les 4,80 mètres de long puisque les modèles plus imposants (5 mètres et plus) ne se serviront de cette plateforme qu'à partir de 2029. C'est pourquoi en 2028 on trouvera dans la gamme de BMW deux nouveautés qui devraient être les BMW i1 et BMW i2. Viendront ensuite en 2029 la nouvelle BMW i4 puis la nouvelle BMW i7 (première voiture de plus de cinq mètres à bénéficier de la nouvelle base) puis en 2030 la nouvelle génération de BMW i5 qui reprendra à son compte la plateforme « Neue Klasse ». L'arrivée de la plateforme « Neue Klasse » chez BMW va entraîner également un changement de design pour les modèles qui en seront équipés (mais peut-être également pour les modèles utilisant d'autres bases techniques). On peut avoir un bel aperçu du prochain changement d'identité visuelle chez BMW en regardant de plus près les concept-cars BMW i Vision Circular, BMW Vision Neue Klasse X et BMW Vision Neue Klasse. Ssi le premier d'entre eux laissait entrevoir quelques détails de la nouvelle signature stylistique de la marque sans préfigurer pour autant un nouveau modèle, les deux suivants préfigurent respectivement le SUV BMW iX3 et la berline BMW i3. Les lignes se font plus douces, la calandre change de format

et les haricots rétrécissent tandis qu'ils deviennent lumineux. Le nouveau style puise dans l'histoire de BMW et les futures autos de la marque devraient s'inspirer des BMW des années soixante-dix. Les concept-cars privilégient l'économie circulaire et utilisent des pièces issues du recyclage pour la carrosserie, le plancher, le bas des boucliers... Cette volonté de recycler pour les nouveaux modèles est clairement revendiquée par BMW qui indique que la proportion de matériaux recyclés est aujourd'hui de 30 % dans les modèles BMW, mais que la marque veut passer rapidement à 50 %. Cette volonté d'augmenter la part de matériaux recyclés se voit également dans l'habitacle de ces prototypes où le cuir et le bois ont disparu pour laisser place à une sellerie en tissu, elle aussi recyclée. L'ambiance est épurée avec une quasi-absence de commandes physiques, l'écran central avec fonction tactile intuitive récupérant toutes les informations de conduite et l'ensemble des commandes (même s'il reste des commodos et des commandes sur le volant multifonctions). Nouveauté également, le « BMW Panoramic Vision » qui projette sur la longueur du pare-brise dans sa partie inférieure des informations en 3D sur la vitesse du véhicule, son autonomie, l'heure, le kilométrage, etc. On peut ordonnancer ces informations via l'écran tactile dont l'interface est facile à utiliser. C'est une véritable rupture avec ce que proposait BMW jusqu'à présent quand le conducteur était le seul à bénéficier de ces informations. Il faudra cependant attendre pour voir comment cette nouvelle disposition des commandes sera intégrée dans l'habitacle des véhicules de série. À cette occasion on verra aussi si le style épuré du mobilier survit au passage en production. Toutes les futures BMW n'auront pas le droit à la plateforme « Neue Klasse ». Les modèles thermiques plus ou moins électrifiés se contenteront des bases actuelles améliorées. C'est le cas de la prochaine génération de BMW Série 1 qui devrait être dévoilée très bientôt, mais qui sera plutôt un gros restylage qu'un vrai renouvelle-

ment. Cette auto utilisera toujours la plateforme UKL (Untere Klasse) et ce sera l'occasion pour les versions essence de se débarrasser du suffixe « i » afin de mieux marquer la différence entre l'essence et l'électrique. C'est la fin d'une époque pour cette nomenclature (qui voulait dire injection) datant de plus de cinquante ans. Cette disparition concernera aussi la nouvelle mouture du BMW X3 qui devrait être présentée au Mondial de l'automobile à l'automne prochain, ce modèle disposera d'une plateforme CLAR améliorée. Avant la fin d'année 2024, il y aura l'arrivée en concession de la BMW M4 CS, des restylages de la BMW Série 3 ou de la BMW Série 4 Gran Coupé. Les renouvellements des modèles thermiques vont se poursuivre en 2025 avec celui du SUV BMW X4 et du côté des électriques, outre l'arrivée du BMW iX3 sur base technique « Neue Klasse », il y aura aussi le restylage du grand SUV électrique iX qui dispose d'une plateforme GEN 5. On ne chômera pas en 2026 chez BMW puisque la BMW Série 7 sera restylée, que la nouvelle génération du SUV X5 sera dévoilée et que ce modèle existera aussi en version électrique BMW iX5, mais sur une plateforme déjà utilisée puisqu'il s'agit de la base CLAR qui sera améliorée. Cette base servira également à la nouvelle génération de la BMW Série 3 et de sa déclinaison break Série 3 Touring, des autos qui pourraient afficher un style fort différent des BMW i3 et BMW i3 Touring « Neue Klasse ». Au cours de l'année 2027 viendra le moment du premier restylage de la Série 5 afin de la faire tenir le plus longtemps possible (la BMW i5 sera aussi restylée) et BMW dévoilera la nouvelle génération de BMW X7 et de sa déclinaison électrique iX7 qui n'auront pas droit à la base « Neue Klasse », tandis qu'apparaîtront en fin d'année 2027 les nouveaux X6, iX6 et XM qui reprendront eux aussi leur base technique actuelle. Ce ne sera pas le cas des nouvelles iX1 en 2027, i1 et i2 en 2028 et i4 et i7 en 2029 qui mettront en valeur la plateforme « Neue Klasse » tout comme la future BMW i5 en 2030.

LE.IA IMMERSION

le LNE inaugure un laboratoire d'évaluation de l'intelligence artificielle

Impliqué depuis 15 ans dans l'intelligence artificielle, le Laboratoire national de métrologie et d'essais (LNE) met en place une infrastructure constituée de plusieurs laboratoires d'évaluation de l'Intelligence Artificielle (LEIA). Mardi 14 mai, il a inauguré dans ses locaux à Trappes, dans les Yvelines, LE.IA Immersion, une plateforme qui permet de tester un système d'IA dans un environnement virtuel.

Les laboratoires LE.IA visent à évaluer la fiabilité, garantir l'utilisation sécurisée et s'assurer du respect des principes éthiques dans la conception et le fonctionnement des solutions logicielles et des dispositifs physiques dotés d'IA. Le laboratoire d'évaluation de l'IA se compose pour l'instant de trois plateformes d'essais offrant des environnements de test variés, depuis la simulation numérique jusqu'à l'essai physique. LE.IA Simulation a été déployée en 2023, LE.IA Action, en cours de développement, le sera en 2025, il permettra d'évaluer le système d'IA en condition réelle. D'autres plateformes viendront progressivement les rejoindre, notamment LE.IA Data qui visera à évaluer les performances et la fiabilité des applications logicielles de reconnaissance vocale, de reconnaissance de caractères (OCR), analyse de contenu de texte ou

d'images (recherche de personnes par ex. ou d'anomalies, vidéo).

LEIA Immersion

Développée depuis 2021, la plateforme LE.IA Immersion a été financée à hauteur de 1,5 million d'euros dans le cadre de France Relance et de projets européens. Elle permet de mettre en situation un dispositif (robots d'aide à la personne pour le secteur hospitalier, robots mobiles d'intervention civils et militaires...) au sein d'un environnement virtuel afin de tester ses caractéristiques d'asservissement et de prise de décision dans un environnement donné.

Le robot est placé au cœur d'une simulation projetée sur un écran 300° dans une salle de 6 mètres de diamètre et de 3 mètres de hauteur où est logée la plateforme. Élément central de LE.IA Immersion, un logiciel de simulation de pointe qui génère



des scénarios de test dynamiques et réalistes dans une variété d'environnements, tout en intégrant en temps réel les données de mouvement du robot mesurées par un système de motion capture et un

tapis roulant instrumentalisé. Les performances de mobilité, le comportement de l'algorithme en situation réelle et le temps de réaction du système peuvent être ainsi analysés.

PROGRAMMATION ET IA

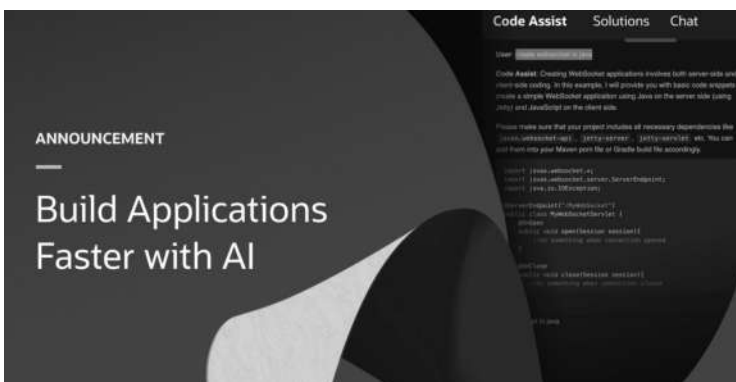
Oracle veut booster la productivité des développeurs avec "Oracle Code Assist"

Oracle annonce le prochain lancement d'Oracle Code Assist. Aujourd'hui utilisé en interne, cet assistant basé sur l'IA est conçu pour aider les développeurs à accélérer le processus de création d'applications et à améliorer la cohérence du code, en particulier pour les applications développées en Java, SQL et sur Oracle Cloud Infrastructure (OCI). L'écriture de code est une tâche chronophage. Des outils de complétion basiques ont fait leur apparition dans les années 80-90 pour soulager les développeurs. Aujourd'hui, grâce à l'essor de l'IA et de l'IA générative, ils deviennent de réels assistants, de plus en plus adoptés par les développeurs, intégrant des fonctionnalités telles que la refactorisation automatique, la correction d'erreurs en temps réel, ou encore l'écriture de tests unitaires correspondant au code rédigé par l'utilisateur, activité rarement perçue comme enthousiasmante mais essentielle dans la production de code fiable. On a ainsi vu apparaître GitHub Copilot alimenté par le Codex d'OpenAI, AlphaCode de DeepMind, CodeWhisperer d'Amazon ou Codey, le composant AI du Project IDX de Google Cloud, une plateforme de développement en ligne permettant aux développeurs de coder, tester et déployer des applications directement dans leur navi-

gateur. Google Cloud a d'ailleurs rebaptisé ce dernier "Gemini Code Assist". Code Assist d'Oracle, avec son intégration profonde dans l'écosystème de la multinationale, se distingue par des fonctionnalités adaptées aux besoins spécifiques des entreprises utilisant ses technologies telles que Oracle Database, Oracle Java, Oracle APEX, Oracle Cloud Infrastructure (OCI), et Oracle Fusion Middleware. Grâce à cette intégration, Oracle Code Assist est capable de fournir des suggestions de code optimisées pour les API spécifiques d'Oracle, faciliter la mise à niveau des applications Java, offrir des recommandations de refactorisation pour le code PL/SQL, et améliorer l'efficacité et la sécurité des applications déployées sur OCI. Fonctionnalités clés d'Oracle Code Assist

Génération de code

Oracle Code Assist fournit des suggestions de code basées sur le contexte et les modèles appris, générant des fichiers de classe, des méthodes ou des lignes de code entières. Cela permet aux développeurs de réduire le temps passé à écrire du code standard et de se concentrer sur des tâches plus complexes.

**Annotation de Code**

L'outil génère automatiquement des documentations ou des commentaires sur l'interface de programmation d'application (API) pour décrire la fonctionnalité du code, facilitant ainsi la maintenance et la compréhension du code sur le long terme.

Explicabilité du code

Oracle Code Assist propose des résumés en langage simple du code, aidant les développeurs à réviser ou refactoriser le code existant plus rapidement en fournissant un contexte précis et facile à comprendre.

Révisions de code

L'outil facilite les demandes d'extraction pour fusionner les modifica-

tions dans un référentiel après avoir écrit des révisions de code, et recommande des modifications basées sur les instructions de performance, de qualité, d'efficacité et de style.

Génération de couverture de test

Oracle Code Assist crée des tests unitaires et fonctionnels en fonction du contexte du code, améliorant ainsi la qualité des tests et la couverture des scénarios de test. Avantages pour les développeurs Oracle Code Assist est conçu pour s'adapter aux spécificités de chaque entreprise :

- Suggestions personnalisées : L'outil intègre les structures de codage, les bibliothèques internes, les bonnes pratiques et les normes propres à chaque entreprise, aidant les développeurs à réviser, mettre à

jour et intégrer du code cohérent avec les bases de code existantes ;

- Contexte de l'origine du code : Oracle Code Assist filtre le code qu'il génère pour garantir qu'il ne provient pas de licences non autorisées, aidant ainsi les développeurs à gérer les risques de conformité ;
- Mises à niveau automatisées du langage : L'outil convertit et met à jour le code existant pour utiliser les dernières versions des langages de programmation, améliorant la performance et la qualité des applications ;
- Analyse du code : Oracle Code Assist identifie les bugs et inefficacités, générant du code basé sur les meilleures pratiques de développement ;
- Optimisation pour OCI : L'outil intègre des suggestions basées sur les API de service OCI et les bonnes pratiques, permettant aux applications de fonctionner de manière optimale sur OCI. Les développeurs d'Oracle utilisent déjà activement Oracle Code Assist pour créer de nouveaux produits et services. Sa disponibilité prochaine pour les clients d'Oracle pourrait transformer le développement logiciel en entreprise, en améliorant la résilience, la performance et la sécurité des applications tout en réduisant les coûts et le temps de mise à niveau et de refactorisation du code.

Mots fléchés

Structure politique	Amusant	Serpenter	Bastringue	Équerre	Attribués	De naissance	Soldat américain
Hégémonie	Écrivain 'marin'	Baiser	Classifi-cation d'huiles			Création	
							Petits socles
Nommement							Nazi
Frotte							
				Recouvre	Empestées		
Acarien							
Rapport constant			Portées				
	Association de radio-télévision (initiales)		Océan	Petit tour		Résidus	Captif
	Habituel			Numéro d'entreprises (initiales)			
Assas-siner			Collections				Accumu-lation
Car urbain							
		Succinctes	Estimations			Véhicule	
			Erbium				
Conduit			Train de banlieue (initiales)		Rendu		
Matière minérale			Médusé		Ventila-tion		
				Roue à gorge		Chef éthiopien	
				Hasards			
Mot de passe			Sorte de maillet			Unité de sensibilité	
Chiffre			Coqueluche				
	Instrument de musique				Piscine	Direction	Troisième personne du singulier
	Autre nom de tsar						
Doras	Conifère			Garçon-nière			
	Ensemble d'images						
							Distance chinoise
					Pronom personnel		Canard nordique
Possessif		Étoffe de soie					Légumi-neuses
Chambre		Venelle					
				Grands félins	Saule		
					Peuples sud-américains		
Bolets comestibles	Fleuve italien	Centre	Dieu nordique			Petit docteur	Alcool de riz
						Commune d'Italie	
			Ville croate			Cantine huppée	
						Point délicat	
Répertoire			Conducteur				Métal précieux
Titane			Pour unir				
	Unie				Fluide gazeux		Tout va bien (initiales)
Conduits					Débris de bois		

Saisie de plus de 2 kg de cannabis et plus de 300 comprimés de drogues dures

Les services de Sûreté de wilaya d'Alger, ont saisi plus de 2 kg de cannabis et 303 comprimés de drogues dures, a indiqué, mercredi, un communiqué des mêmes services. "Les services de Sûreté de wilaya d'Alger, représentés par la Brigade de lutte contre le trafic illicite de drogue relevant de la 3e circonscription de la police judiciaire d'El-Biar (Alger), ont arrêté 3 mis en cause, dont une femme, impliqués dans une affaire de trafic de drogues et de psychotropes activant dans le cadre d'une groupe criminel organisé", a précisé la même source. Dans le même contexte, " 2,1 kg de cannabis et 303 comprimés de drogue dure ont été saisis", a ajouté la même source.

CONSEIL DE LA NATION

Séance plénière jeudi consacrée aux questions orales

Le Conseil de la nation tiendra, jeudi, une séance plénière consacrée aux questions orales adressées à des membres du Gouvernement, a indiqué mercredi un communiqué du Conseil. Ces questions concernent les secteurs de l'Energie et des Mines, l'Enseignement supérieur et la Recherche scientifique ainsi que les Travaux publics et les Infrastructures de base, ajoute la même source.

MDN

Douze (12) éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés en une semaine

Douze (12) éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) lors d'opérations distinctes à travers le territoire national, durant la période allant du 15 au 21 mai, indique un bilan opérationnel rendu public mercredi par le ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'Armée nationale populaire ont exécuté, durant la période du 15 au 21 mai 2024, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", précise la même source. "Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'ANP ont arrêté (12) éléments de soutien aux groupes terroristes, lors d'opérations distinctes à travers le territoire national", relève le communiqué du MDN.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Jeudi 23 mai 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

PHOSPHATE EXPLOITÉ ILLÉGALEMENT AU SAHARA OCCIDENTAL

Le Maroc continue de s'accaparer des bénéfices

Le Maroc continue de s'accaparer les bénéfices de phosphate exploité illégalement au Sahara occidental occupé, a dénoncé mercredi l'Observatoire international Western Sahara resource watch (WSRW), précisant que 1,6 million de tonnes de ce minerai ont été exportées à partir de ce territoire en 2023. «Au total 29 navires ont quitté le territoire avec 1,6 million de tonnes de minerai de phosphate, en légère augmentation par rapport au 1,23 million de tonnes de 2022», a indiqué cet observatoire dans un nouveau rapport publié mercredi. Selon cet observatoire, le phosphate est l'une des principales sources de revenu du gouvernement marocain au Sahara occidental. Bénéficiant de l'envolée des prix de ce minerai vital pour la sécurité alimentaire depuis le début du conflit en Ukraine et l'explosion de la demande après la pandémie de Covid-19, l'Office chérifien des phosphates (OCP) a réalisé en 2023 un bénéfice net de 1,4 milliard de dollars grâce aux exportations illégales de phosphates, selon les chiffres publiés par cet office, qui avait pris la maîtrise de Fosbucraa, la société espagnole créée en 1968 pour la mise en valeur des minerais au Sahara Occidental. «Depuis 2021, le Maroc a réalisé d'importants investissements dans le port et dans les installations de Bou Craa (mine)», a-

t-il ajouté, soulignant que le Maroc qui n'a vendu que du phosphate brut, depuis le début de l'occupation en 1975, compte exporter, dans quelques années, le phosphate sous une forme transformée, «plus précieuse». «Cela rendra ce commerce encore plus lucratif», a-t-il fait remarquer, soutenant, à ce titre, que les revenus tirés par le Maroc de la mine de Bou Craa ont «considérablement augmenté» depuis 2021, notamment depuis le déclenchement du conflit en Ukraine. «Il est difficile de connaître la valeur exacte du commerce, mais WSRW estime qu'il pourrait se situer autour de 400 millions de dollars pour l'année 2023», a-t-il encore ajouté. Appelant toutes les entreprises impliquées dans ce commerce à «mettre fin immédiatement à tous les achats et transports de phosphate du Sahara Occidental, tant qu'une solution n'est pas trouvée au conflit», l'Observatoire relève qu'il n'a «jamais enregistré aussi peu de clients qu'au cours de l'année 2023». Selon la résolution 63/102 de décembre 2008 de l'Assemblée générale de l'ONU, le peuple sahraoui est le seul propriétaire de ces ressources naturelles. Il a le droit exclusif à en tirer parti et à en disposer selon ses intérêts. Mais l'occupant marocain poursuit son pillage en règle de phosphate du territoire du Sahara occidental, ce qui est contraire au pacte sur les droits éco-

nomiques, sociaux et culturels et à la résolution 1514 de l'ONU. Aujourd'hui, le Maroc détient 31% des parts du marché mondial du phosphate grâce à l'exploitation illégale des mines de phosphates du Sahara occidental, situées à Bou Craa à 100 kilomètres au sud de Laâyoune occupée. Les réserves sont estimées à 3 milliards de tonnes et les gisements s'étendent sur 250 km2. Pour dénoncer le Maroc qui continue à piller les ressources naturelles du Sahara occidental, le Front Polisario est soutenu par une quarantaine d'organisations internationales, principalement par le WSRW dont l'action a permis, en 2017, de bloquer dans les ports de Panama et du Cap de Bonne-Espérance des navires qui transportaient le phosphate sahraoui.

RECONNAISSANCE DE L'ETAT DE PALESTINE PAR TROIS PAYS EUROPÉENS

Nouveaux acquis politiques engrangés

Proclamé en novembre 1988 par l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) au cours d'une session solennelle du Conseil national palestinien à Alger, l'Etat de Palestine est reconnu, aujourd'hui, par 142 pays des 193 Etats membres de l'ONU et continue à engranger de nouveaux acquis politiques avec l'annonce, mercredi, de trois pays européens de leur décision coordonnée de reconnaître l'Etat palestinien. La Norvège a été le premier pays à annoncer sa décision de reconnaître l'Etat de Palestine à la date du 28 mai, suivie par l'Irlande dont le Premier ministre, Simon Harris, a annoncé tôt le matin, la décision de son pays de reconnaître l'Etat de Palestine, saluant un "jour historique et important pour l'Irlande et pour la Palestine". Ces deux pays ont été suivis par l'Espagne qui a fait part également de sa décision de reconnaître l'Etat palestinien. "Mardi prochain, le 28 mai, l'Espagne adoptera en conseil des ministres la reconnaissance de l'Etat palestinien", a déclaré, à son tour, le Premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, devant les députés espagnols.

CHARGÉ PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Boughali assiste aux funérailles du président iranien

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali, assiste aux funérailles du président de la République islamique d'Iran, feu Ebrahim Raïssi, et des personnes qui l'accompagnaient, a indiqué mercredi un communiqué de la chambre basse du Parlement. "Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le président de l'Assemblée populaire

nationale, M. Brahim Boughali, s'est rendu mardi à Téhéran pour assister aux funérailles du président de la République islamique d'Iran, feu Ebrahim Raïssi, et des personnes qui l'accompagnaient", lit-on dans le communiqué. A son arrivée à l'Aéroport international de Téhéran, "M. Boughali a été accueilli par le président de la Commission de la sécurité nationale et de la politique étrangère au Parlement iranien, M. Abolfazl Amouei, et l'ambassadeur d'Algérie auprès de la Ré-

publique islamique d'Iran, M. Ali Arroudi". Le président de l'APN est accompagné du ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, M. Laïd Rebiga, du vice-président de l'APN et président du Groupe parlementaire d'amitié Algérie-Iran, M. Moussa Kherfi, et du président de la Commission des affaires étrangères, de la coopération internationale et de la communauté algérienne à l'étranger au Conseil de la nation, M. Mohamed Amroune, selon la même source.

Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

Durant une soirée et une journée entière, le débat africain sur la souveraineté alimentaire a fait l'état des lieux sur la situation et montré les voix pour s'en sortir.

Pour une première conférence sur le sujet, le débat était très ouvert et plusieurs sujets ont été abordés de manière très générale. Les organisateurs ont voulu donner ce caractère général à cette première édition pour planter le décor d'une série de conférences qui vont suivre. La Conférence africaine est appelée à devenir permanente et tournante. La prochaine édition est déjà domiciliée au Sénégal en 2025. La Conférence gagnerait à être plus concentrée sur des sujets précis et suffisamment défiant pour tirer des conclusions pertinentes et opérationnelles.

Le constat fait ressortir que, globalement, en Afrique, le potentiel disponible est largement suffisant pour nourrir

toute la population du continent ; il y aurait plus de 20 millions d'ha de terre arables qui n'ont jamais été exploités. Les pays pris individuellement, sont presque tous en situation d'insécurité alimentaire, mais la production de l'Afrique dans sa globalité couvre théoriquement tous les besoins. Il y a donc un problème d'organisation des échanges. Les échanges intra -Afrique représentent moins de 10%, lorsqu'ils sont de Plus de 50% au sein de l'UE, de 46% en Amérique du Nord, de plus de 30% en Asie du Sud. L'Accord sur la Zlecaf (approuvé par la totalité des pays membres de l'UA), apporte une partie de la solution à cette faiblesse des échanges, mais la mise en œuvre de l'Accord n'est pas chose facile dans un continent encore sous équipé dans presque tous les domaines et en particulier en matière d'infrastructures de transports. Le transport terrestre de marchandises représente plus de 70% des volumes transportés. Il est vrai qu'ac-

tuellement plusieurs infrastructures régionales sont réalisées ou en voie de l'être et qui vont sans aucun doute stimuler les échanges intra-africains. Les infrastructures ne suffisent pas, il faut aussi organiser les Corridors pour lever les obstacles aux frontières.

Cette première Conférence sur le Débat africain sur la souveraineté alimentaire a donné le Starter et planté le décor pour un débat serein, hors des sphères politiques souvent empreintes de rivalités et de velléités de Leadership, impliquant la société civile, le monde économique et les universitaires.

A la clôture de la Conférence, un document « Déclaration d'Alger » a été adopté par les participants. Cette « Déclaration d'Alger » est réellement une charte de la « Conférence sur le Débat Africain sur la Souveraineté Alimentaire » ; elle identifie les grands Enjeux et fixe les Défis pour le continent sur la souveraineté alimentaire.

La souveraineté alimentaire en débat à Alger